1921-1981 : de Cronstadt à Gdansk, 60 ans de résistance au capitalisme d'état

* DE 1917 à 1921 :
LA REVOLUTION RUSSE ET LA CONTRE-REVOLUTION BUREAUCRATIQUE (cf. annexe I)
* LE SOULEVEMENT ET L'ECRASEMENT DE LA COMMUNE DE CRONSTADT (cf. annexe 2)
* DE 1921 à 1981 :
LA RESISTANCE ET LES LUTTES OUVRIERES DANS LES DIFFERENTS REGIMES BUREAUCRATIQUES
(cf. Hongrie: annexe 3 - Prague: annexe 4- Pologne 1970: annexe 5 - Pologne 1980: annexe 6)

UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

UTCL

U.T.C.L. LILLE
23 bis, rue de Fontenoy
59000 LILLE
permanence chaque 2e et 4e mardis du mois
supplément à T.C.L. n°37
prix: 5 francs

EN GUISE D'INTRODUCTION . . . .

La révolution de 1917 en Russie et les luttes entre courants révolutionnaires dont elle fut le lieu sont souvent mal connues même des sympathisants et militants du mouvement ouvrier révolutionnaire alors que c'est à partir d'elles que des ruptures se sont consommées dans le mouvement ouvrier international.

Le mouvement ouvrier a vécu trop longtemps sur des mythes et les réveils sont difficiles. La foi dans le caractère socialiste de l'UR.S.S. puis de la Chine notamment, qui a marqué les générations de militants depuis 1920 et qui s'écroule aujourd'hui conduit un grand nombre de révolutionnaires sincères au découragement, c'est souvent la possibilité du socialisme qu'ils mettent en cause puisqu'ils s'aperçoivent que ce qu'ils pensaient être "la seule voie possible" se révèle mener à une impasse.

Pour nous, communistes libertaires, il s'agit bien non du socialisme dans les pays de l'Est, mais d'un capitalisme d'Etat qui reproduit des oppositions de classes. Ce capitalisme d'Etat, dans les pays "dits socialistes", ne provient pas d'une dégénérescence bureaucratique du socialisme, mais a sa racine dans la conception léniniste elle-même, c'est à dire dans la conseption de la phase de dictature du prolétariat des penseurs bolcheviks, Trotsky compris. Point extrêmement important qui nous sépare d'autres composantes du mouvement révolutionnaire et notamment du courant Trotskyste issu des opposants bolcheviks de gauche.

Nous tenterons dans cette courte brochure de préciser notre position sur la nature des régimes "dits socialistes" :

1) en analysant les luttes de classes dans les pays de l'Est.

2) par la caractérisation de l'U.R.S.S. comme ensemble capitaliste d'état.

Ces analyses éclairent en effet le soutien que nous apportons aux syndicats libres des pays de l'Est

LUTTE DE CLASSES DANS LES PAYS DE L'EST

CLASSE OUVRIERE CONTRE BUREAUCRATIE

1. la révolution russe et la naissance du capitalisme d'état

En février 1917 la révolution éclate en Russie; elle aboutit à la chute du tsarisme mais chose plus importante elle donne libre cours à un mouvement de masse d'une ampleur profonde. C'est à cette époque que réapparaissent les SOVIETS D'OUVRIERS, DE PAYSANS ET DE SOLDATS. A la ville comme à la campagne et sur le front les masses expriment leur volonté d'en finir avec le système d'exploitation et de prendre leur sort en main pour édifier une société socialiste, c'est à dire un réel pouvoir des travailleurs.

Pourtant cette révolution qui était à l'origine porteuse d'un immense espoir en Russie comme à l'étranger a abouti à l'instauration d'un système totalitaire, à une monstrueuse caricature de socialisme où le seul pouvoir accordé aux travailleurs est celui de produire. Ce système prend ses racines dès les débuts de la révolution et non en 1924 ou 1956 comme certains l'affirment. (cf. ANNEXE I)

En fait, lors de la révolution russe, deux mouvements contradictoires se sont chevauchés. Piotr Archinov, un anarchiste qui a participé au mouvement, parle à ce sujet de deux octobres:

- l'octobre des ouvriers et des paysans
- l'octobre du parti bolchévick

L'octobre des ouvriers et des paysans est un mouvement social d'une portée considérable et qui ne se limite pas au renversement d'un despote. C'est aussi la suppression du pouvoir des classes parasites au nom de l'égalité et de l'autogestion. Les masses organisées en soviets (CONSEILS) prennent effectivement possession des moyens de production: les usines et les terres pour les gérer elles-mêmes. Elles expriment ainsi leur volonté d'en finir avec la domination d'un groupe d'individus, avec le salariat.
L'octobre du parti bolchévick n'est pas la suppression du pouvoir d'une minorité, bien au contraire, c'est l'installation au gouvernement d'un parti qui prétend représenter les masses et faire la révolution en leur nom en publiant des décrets, comme si une sociale dépendait de la publication de décrets gouvernementaux...

Très rapidement de violents antagonismes opposent les masses aux nouveaux dirigeants. A peine parvenus au pouvoir ces derniers cherchent à s'y maintenir par tous les moyens, fut-ce la terreur policière. Dès 1918, les partis et groupes d'opposition sont mis hors-la-loi, la liberté d'expression est sévèrement réglementée.

En 1920 la guerre déclarée par les impérialismes occidentaux et la réaction tsariste à la révolution russe se termine. Après la victoire les bolchévicks disposent de tous les moyens pour assoir leur domination. La police traque impitoyablement tous les opposants. Tous ceux qui osent dénoncer l'instauration de cette dictature au nom des principes de 1917 sont accusés d'être des terroristes et sont emprisonnés ou assassinés.

Sur le plan économique, on assiste à la mise en place d'un nouveau système. Le X° Congrès du parti bolchévick prévoit une véritable MILITARISATION DU TRAVAIL. Lenine y fait l'apologie du système Taylor et par conséquent du salaire aux pièces. Les syndicats sont privés de tout rôle revendicatif, au contraire ils deviennent la courroie de transmission des décisions du parti au sein des masses. Les expériences d'autogestion dans les ateliers et les fermes sont dénoncées comme irréalistes et gauchistes. La gestion directe par les travailleurs cède le pas au pouvoir des bureaucrates du parti et des anciens propriétaires qui retrouvent bien souvent toutes leurs prérogatives d'antan.

La volonté des bolchévicks d'écraser toute opposition se concrétise par 2 exemples particulièrement significatifs:

- En Mars 1921 LES MARINS ET LA POPULATION DE CRONSTADT qui ont toujours été à la tête du mouvement révolutionnaire se soulèvent. Dans leurs revendications ils réclament l'application des mots d'ordre de 1917, "TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS OUVRIERS!", et contestent le pouvoir absolu et sacro-saint du parti et de sa bureaucratie. L'insurrection est écrasée dans le sang par l'armée rouge de Trotzky. (cf. ANNEXE 2)
- Au même moment on assiste à la liquidation de la Makhnovtschina, mouvement révolutionnaire de paysans ukrainiens qui s'organisent selon les principes du COMMUNISME LIBERTAIRE, c'est à dire l'autonomie des masses et le pouvoir des soviets.

Les marins de Cronstadt et les paysans makhnovistes vont rejoindre dans les camps les autres opposants à la terreur léniniste.

2 L'époque de Staline : le triomphe du totalitarisme

La dictature stalinienne constitue l'aboutissement logique du système mis en place par Lénine/ Trotzky et les autres dirigeants bolchévicks. Il est faux de prétendre que la dictature qui existe en URSS a pris naissance à l'époque de Staline. La Tchéka, cette sinistre police politique, a été créé dès décembre 1917 et à la mort de Lénine on dénombrait déjà 50 camps en URSS.

Staline n'a fait que perfectionner l'appareil terroriste dont il disposait. Parvenu à la direction du parti il a fait liquider ses concurrents; ceci est bien le prolongement du sitème léniniste du parti unique avec interdiction des tendances au sein du parti. Les bolchévicks concevaient le pluripartisme d'une façon tres simple: "UN PARTI AU POUVOIR, LES AUTRES EN PRISON" (Tomsky en 1927). Sur le plan économique Staline ne fait que de développer les mécanismes du capitalisme d'état et ce au détriment, bien sûr, des travailleurs. Dans les campagnes, on profède à la "collectivisation" forcée des terres, les paysans sont contraints de la manière la plus brutale de se regrouper dans des fermes d'Etat. Les bureaucrates du parti, respectueux des intérets fondamentaux des masses leur laissaient le choix: "CEUX QUI VEULENT ENTRER AUX KHOLKHOSES A GAUCHE, CEUX QUI VEULENT ALLER EN SIBERIE, A DROITE !" (cité par Ciliga in "au pays du mensonge déconcertant").
La classe ouvrière est réduite à un rôle d'esclaves; on veut effacer tous les souvenirs de 1917, chaque entreprises constitue un mini- état policier et les bureaucrates jouent à merveille leurs rôles de garde- chiourmes. Les conditions de travail sont déplorables et les garanties sociales inexistantes; une seule chose importe: accomplir le plan, dans une telle optique le sort des travailleurs importe peu.

En 1945, l'URSS se retrouve parmi les impérialismes victorieux. Le partage de Yalta lui assure la mainmise sur la moitié de l'Europe. Elle procède à des annexions

de territoires au détriment des pays limitrophes et se livre à un véritable pillage de leur économie. Ainsi elle s'empare de 50% du potentiel économique de l'Allemagne. Sur le plan politique les partis non staliniens sont interdits dans les "démocraties populaires" ; la classe ouvrière est enrégimentée tout comme en URSS.

3. aprés la mort de Staline : les premiers grands craquements

A la suite de la mort de Staline, des secousses tres violentes se produisent un peu partout et elles remettent parfois en cause tout l'édifice bureaucratique. Les travailleurs supportent visiblement très mal cette société socialiste où ils sont pourtant censés exercer le pouvoir. Les mouvements d'ampleur plus ou moins grande sont nombreux:

- En juin 1953, le gouvernement de Berlin- Est annonce une forte augmentation des prix et une élévation des normes de production. Aussitôt c'est l'explosion: les ouvriers se mettent en grève dans tout le pays et s'affrontent aux forces de l'ordre. Ils brandissent le drapeau rouge et brûlent les portraits de Lénine et Staline. Seule, l'intervention des chars soviétiques peut arreter le mouvement insurrectionnel. Au même moment des évènements semblables se déroulent en Tchécoslovaquie.

- Au cours de l'année 1956, l'ordre bureaucratique tremble sur son socle. En septembre -octobre 56, les étudiantset les ouvriers polonais se soulèvent (Poznan, Varsovie...) Ils obtiennent le renvoi des dirigeants les plus staliniens et la satisfaction de bon nombre de revendications économiques.

- En octobre et novembre 56, c'est la révolution en Hongrie, première révolution antibureaucratique et antitotalitaire. Les travailleurs se soulèvent les armes à la main et chassent les dirigeants staliniens. Mais le mouvement populaire ne se limite pas à cet objectif, il est beaucoup plus radical. Comme en Russie en 1917, la population s'organise en CONSEILS OUVRIERS seuls maîtres du pays. Là aussi, ce sont les tanks russes et les massacres qui ramènent "le calme". Dans les usines de Budapest, les CONSEILS OUVRIERS et les grèves se poursuivront pendant près de 2 ans. (cf. ANNEXE 3)

- En 1968 le bloc du capitalisme d'état n'est pas épargné par les violents soubressauts qui secouent la planète. L'agitation étudiante gagne la Pologne et la Yougoslavie, la Chine alors en pleine "révolution culturelle" connaît elle aussi de nombreuses grèves et émeutes ouvrières comme à Changaï (réprimée par l'armée "populaire" et les gardes rouges maoïstes). Mais l'évènement le plus important est bien sûr " le PRINTEMPS DE PRAGUE". Au début de l'année, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie met en marche un mouvement de démocratisation du parti et de la société. La population ne veut pas être tenue à l'écart. Des CONSEILS OUVRIERS apparaissent dans les usines. Tout cela menace la stabilité de l'Europe de l'Est. Le 21 août, les troupes du Pacte de Varsovie envahissent le pays et rétablissent l'ordre stalinien. (cf. ANNEXE 4)

- En décembre 1970, le gouvernement polonais annonce une augmentation des prix de 30%; aussitôt les chantiers navals de la Baltique suivis par les grands centres industriels du pays entrent en insurrection ouverte. A Gdansk, les ouvriers incendient l'immeuble du parti et pendent les miliciens en chantant l'Internationale. Gomulka est contraint de démissionner et cède le pouvoir à Gierek. Chose inouïe: le nouveau patron de la Pologne doit aller négocier la reprise du travail directement avec les ouvriers de Stettin. (cf. ANNEXE 5)

- En 1976, les travailleurs polonais contraindront une nouvelle fois le gouvernement à reculer dans ses projets d'austérité (grève tres dure à l'usine de tracteurs d'Ursus).

Depuis cette date l'opposition ouvrière a pris un nouveau visage en Europe de l'Est.Non seulement des grèves plus ou moins violentes éclatent comme celles des mineurs roumains ou des dockers de Riga (URSS),mais elle tend à prendre un caractère organisationnel et permanent. Des syndicats libres sont apparus en ROUMANIE,en POLOGNE,en URSS .

EN 1980,à l'annonce d'une hausse des prix des produits de consommation de base, les travailleurs polonais se mettent en grève. Instruits par les luttes précédentes,les travailleurs créent des comités de grève,coordonnent ces comités,présentent des revendications.
La maturité des travailleurs,leur auto-organisation,le contenu des revendications, apparaissent comme un véritable défi lancé à l'appareil du parti;les comités de grève transformés en syndicat "SOLIDARITE" n'étant plus la création artificielle de bureaucrates mais caractérisant une volonté des travailleurs d'améliorer leur sort face aux mesures économiques et répressives des dirigeants du parti "ouvrier" sont la preuve supplémentaire du caractère de classe du régime de ce pays.
(cf. ANNEXE 6)

VOILA POURQUOI,NOUS,COMMUNISTES LIBERTAIRES,SOMMES SOLIDAIRES DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES SYNDICATS LIBRES EN EUROPE DE L'EST,COMME NOUS LE SOMMES AILLEURS DANS LE MONDE .

l'URSS, ensemble capitaliste d'état

La plus grande mystification, le plus grand mensonge historique , c'est le caractère soi-disant SOCIALISTE de l'économie de l' U.R.S.S. .

Le problème majeur qui se pose est donc celui-ci:
L'ECONOMIE RUSSE EST-ELLE UNE ECONOMIE D'EXPLOITATION ?
ou encore:
EXISTE-T-IL DES BASES SOCIALISTES DE L'ECONOMIE RUSSE ?

Même les partisans "critiques" de l'URSS reconnaissent que la répartition des revenus n'est pas socialiste (mais, disent-ils, "droit bourgeois" dans la phase inférieure du communisme); la propriété serait de caractère socialiste parce qu'il y a PROPRIETE ETATIQUE des moyens de production.
Or, les rapports de production et les rapports de répartition ne peuvent pas être séparés.
Or, distribution, échange, consommation, sont des éléments d'une même totalité.
Et si les rapports de répartition ne sont pas socialistes, les rapports de production ne peuvent pas l'être non plus.

x x x x x

Comment un groupe de dirigeants peut-il jouer un rôle dominant dans la répartition du produit social, s'il ne domine pas la production ?
Les rapports de production sont des rapports sociaux concrets, la forme juridique de la propriété n'en est que l'expression, la superstructure, la FORME IDEOLOGIQUE.

"Ni la transformation des entreprises en sociétés par actions, ni les nationalisations ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives." (Engels -Anti-Dühring)

Le premier congrès de l'Internationale Communiste proclame: "L'étatisation de la vie économique...est un fait accompli...La question est de savoir quel sera desormais celui qui prendra la production étatisée: l'état impérialiste ou l'état du prolétariat victorieux". (cf. Lénine sur le capitalisme d'état).

OR, QUI, EN U.R.S.S., DETIENT LE POUVOIR REEL ?

Les rapports de production sont définis:

1/ par le mode de gestion: par la CLASSE DOMINANTE

2/ par le mode de répartition du produit social: en faveur de la CLASSE DOMINANTE.

Il est donc bien clair qu'il y a société d'exploitation puisque c'est une catégorie spécifique d'individus possédant en fait les moyens de production qui exerce le pouvoir économique.

Le rapport fondamental de production dans l'économie soviétique se présente comme un rapport entre l'OUVRIER et l'ETAT ou ses représentants, c'est à dire l'appareil étatique, les bureaucrates.

Or, cette bureaucratie est une classe car elle est stable, non révocable. Comme les travailleurs n'ont aucune possibilité d'exercer la moindre influence sur la direction de l'économie et de la société, cette bureaucratie DISPOSE COMPLETEMENT DES MOYENS DE PRODUCTION.

IL Y A DONC BIEN SOCIETE DE CLASSES !

Or, les société de classes bourgeoises traditionnelles ont un RAPPORT DE FORCES entre les classes. Ce que le fascisme réalise, ce que réalise aussi la société soviétique actuelle, c'est que le capital DICTE IMPERATIVEMENT LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL AUX TRAVAILLEURS. D'où l'interdiction des syndicats libres, d'ou l'interdiction des déplacements. Et cette tentative de transformer le travailleur en moderne esclave se réalise pleinement par le travail forcé dans les camps.

L'OUVRIER FAIT PARTIE DE L'OUTILLAGE.

Les normes de production et le niveau de vie de la classe ouvrière peuvent donc être déterminées en fonction:

- de l'accumulation du capital
- de la consommation improductive de la classe dominante.

ET, UNILATERALEMENT, PAR LA BUREAUCRATIE.

x x x x x x x

Résumons- nous:

LA PRODUCTION, tant du point de vue des quantités que des choix, des orientations, des normes, du rôle assigné à chacun, des prix accordés à la main d'oeuvre est à la discrétion de la bureaucratie.

LA REPARTITION de cette production assure:

- salaires ouvriers
- part bureaucratique
- accumulation et renouvellement du capital

} tout est décidé par la BUREAUCRATIE

Mais on pourrait dire: "la bureaucratie est née des besoins, de la situation, elle commet des erreurs, elle a des privilèges limités". Eh bien, supposons, en faisant la partie belle à la bureaucratie, qu'il n'y ait dans la population que 15% de privilégiés avec un revenu moyen de 6 fois le revenu moyen des ouvriers. Celà donne que le revenu consommable est partagé ainsi: plus de la moitié est prélevée par la bureaucratie! Et encore ne compte-t-on pas d'un côté les budgets énormes de l'armée et de la police et de l'autre le travail gratuit des camps !!!

La cause est entendue:

nous avons bien en face de nous une société d'EXPLOITATION, une société CAPITALISTE BUREAUCRATIQUE D'ETAT.

Le combat pour nos camarades qui fondent dans les difficultés que l'on sait, des syndicats indépendants de la bureaucratie est la première étape d'une transformation qui, à échéance, ne pourra être que REVOLUTIONNAIRE.

x x x x x x x x

ANNEXE 1

NAISSANCE DU CAPITALISME D'ÉTAT

dès fin 1917: centralisme étatique contre démocratie ouvrière

C'EST DE FIN 1917 A 1922 (dès le début) QUE LE DESTIN - malheureux- DE LA REVOLUTION RUSSE S'EST JOUE.

Nous essayerons dans les quelques pages qui suivent de dégager quelques éléments d'analyse à partir de la lecture critique de trois textes de théoriciens marxistes, acteurs ou contemporains de la révolution russe.

I) LE JUGEMENT DE TROTSKY SUR L'ORIGINE DE " LA DEGENERESCENCE BUREAUCRATIQUE" DE L'ETAT "SOCIALISTE" (texte extrait de "La Révolution trahie)

Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi. Il lui donnait toutes les garanties désirables: le prestige d'un vieux-bolchevik, un caractère ferme, un esprit étroit, une liaison indissoluble avec les bureaux, seule source de son influence personnelle. Staline fut au début surpris lui-même par son succès. C'était l'approbation unanime d'une nouvelle couche dirigeante qui cherchait à s'affranchir des vieux principes comme du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre sûr dans ses affaires intérieures. Figure de second plan pour les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermidoriens.

Il apparut bientôt que la nouvelle couche dirigeante avait ses idées, ses sentiments et, ce qui importe davantage, ses intérêts propres.

Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la « fierté plébéienne » eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants.

La démobilisation d'une armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie un rôle considérable. Les commandants victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir.

Ce phénomène au sein du prolétariat fit naître de grandes espérances et une grande assurance dans la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui, appelée par la N.E.P. à une vie nouvelle, s'enhardissait de plus en plus. La jeune bureaucratie, formée au début pour servir le prolétariat, se sentit l'arbitre entre les classes. Elle fut de mois en mois plus autonome.

-il s'agit de Staline

-Dans les faits,Trotsky s'est opposé à ce contrôle des masses qu'il a largement contribuer à éliminer entre 17 et21 (cf.-entre autres texte de R. Luxembourg et Annexe 2)

-le processus d écrit ici se situe en 23-24.Par qui cette nouvelle couche dirigeante a-t-elle été mise en place? Trotsky répond dans les 4 dernières lignes

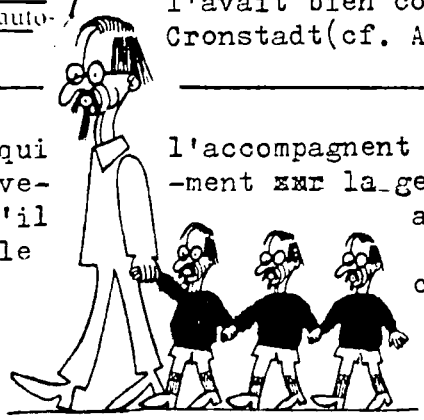
-Trotsky reconnait ici que dès 22,des représentants remarquables de la classe ouvrière,en s'élevant,s'étaient détachés des masses.Mais,n'est ce pas le régime centraliste-dictatorial et le muselle--ment des instances de la démocratie directe ouvrière,mis en place dès 18 qui a permis ou facilité cette séparation?

-Prendre est le terme juste:Trotsky omet ici de dire que c'est le parti qui les a imposés à ces postes afin de tran--sformer les soviets en instruments do--ciles du parti(de 18 à 21 trotsky est un des principaux dirigeants de ce parti avec Lénine.)

-Trotsky "se trompe" de date sur ce point (voir texte de Rosa Luxembourg ci-des--sous,écrit en automne 1918

-C'est donc bien le parti bolchévik,dès le départ,qui a formé et mis en place cette bureaucratie(centralisme oblige) "pour servir le prolétariat"comme l'avait bien compris les marins de Cronstadt(cf. Annexe 2

Ce texte et les notes qui l'accompagnent permettent de mesurer combien Trotsky analyse hâtivement la genèse de la bureaucratie (dans un des rares textes qu'il a consacré à ce problème pourtant essentiel) qui semble apparaître soudain dans les années 1922-1923 comme déjà une couche dirigeante.



un trou de mémoire sans doute ? ce qui lui évite de remettre en cause :

a) la période qui précède et la mise en place dès 1918 d'un régime dictatorial qui a confisqué aux masses leur pouvoir de contrôle, période pendant laquelle en tant que chef suprême de l'Armée Rouge et fondateur de la Tchéka (police politique) et occupant donc un poste clé du pouvoir, il a puissamment contribué à écraser la démocratie ouvrière entre autre lors de la Commune de Cronstadt (cf. annexe 2).

b) les fondements de la conception bolchévique, "jacobine", de la révolution à laquelle il restera toujours attaché (ce n'est pas le bolchevisme qui est en cause mais les circonstances..., une dégénérescence...).

Nous pensons, au contraire, que la révolution russe dès 1917 s'est trouvée confrontée à un choix : - une voie soviétique (soviet = conseil ouvrier) qui se traduisait par le mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets", c'est à dire l'exigence de la démocratie directe ouvrière par le canal des conseils (défendu notamment par les communistes libertaires russes).

- et une voie jacobine, centralisée et autoritaire, pronée par le parti bolchevik. Un seul texte de Lénine peut paraître "soviétique", c'est l'Etat et la Révolution, écrit rapidement pendant l'Octobre rampant (de février à octobre) sous la pression des événements et de la poussée libertaire que représentaient les Soviets, mais ce texte opportuniste (écrit pour tenter de récupérer une situation) ne peut masquer que les bolchéviks étaient foncièrement étrangers à la voie des conseils.

Dès 1905, Lénine expliquait par exemple au Président du Soviet de Léningrad, alors St-Pétersbourg, "que son parti nepouvait sympathiser avec l'institution démodée du système des conseils".

En 1917, ils durent (provisoirement) s'en accomoder bon gré, mal gré, mais toute leur activité tendit tout de suite à les dépouiller peu à peu de tout pouvoir et à les subordonner au gouvernement central (cf. texte de Rosa Luxembourg ci-dessous).

C'est la deuxième voie qui a triomphé de la première mais il faut savoir que cela ne s'est pas fait sans heurt. Elle n'était pas forcément la seule possible L'appel aux circonstances difficiles, aux nécessités de la situation ou à "l'inéluctable dans l'histoire" ne résoud rien et, pire, occulte un moment essentiel de la révolution dont l'issue a eu une portée inestimable sur l'ensemble du mouvement ouvrier et dont les retombées se font cruellement sentir aujourd'hui tant pour les travailleurs de l'Est que de l'Ouest.

La voie soviétique, démocratique, auto-gestionnaire n'a pas été faincue par l'infirmation pratique de ses propositions révolutionnaires mais bien écrasée dans le sang, par des méthodes que les tsars n'auraient pas renié.

Cette lutte entre deux voies possibles s'est cristallisée dans la révolte de Cronstadt et son écrasement mais Cronstadt n'est pas un fait isolé comme on le croit souvent. En 1920 et 1921, juste avant et au moment du soulèvement de Cronstadt, la voie soviétique a mené sa dernière grande lutte dans toute la Russie (les cronstadiens y font constamment référence) par le mouvement de grève énorme qui a secoué le pays et dont les revendications rejoignent sur les points essentiels les revendications des insurgés de Cronstadt (cf. annexe 2) sur le pouvoir des conseils et la critique de la dictature centraliste des bolchéviks. L'insurrection ukrainienne makhnoviste, à laquelle fait allusion le texte de Victor Serge cité plus loin, - qui s'est développée dans une région de deux millions d'habitants, et participe pleinement de ce courant (référence explicite au communisme anarchiste) ne fut écrasée (comme les autres) qu'à la fin de 1921.

Document sur l'extension du mouvement en dehors de Cronstadt et de l'Ukraine.

Par un flot de décrets, le gouvernement soviétique a essayé de rendre plausible aux ouvriers qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de la nation, d'introduire dans les usines la même discipline absolue qu'à l'armée, mais les travailleurs n'ont pas pu s'accommoder d'une telle vision des choses. C'est ainsi qu'à commencé en 1920 un énorme mouvement de grèves, qui s'est emparé de presque tous les centres industriels du pays, dirigé en premier lieu et pour ainsi dire presque exclusivement contre cette militarisation du travail. Les chiffres du Comité Central des Statistiques du Secrétariat au Travail nous renseignent sur l'étendue du mouvement :

1 - Des grèves ont éclaté dans 77 % des grandes et moyennes entreprises ;

2 - Elles se poursuivent dans les entreprises nationalisées, 90 % des grèves touchant justement fabriques et entreprises de cette catégorie ;

3 - Dans quelques usines n'ont éclaté, pour la période considérée, que 3 à 4 grèves ;

4 - Pétrograd est la ville la plus touchée par les grèves, la moins touchée étant Kazan.

Un manifeste des ouvriers pétersbourgeois de l'époque du grand mouvement de grèves, peu avant le soulèvement de Kronstadt, est significatif de la mentalité des grévistes — c'est ainsi que l'on peut y lire : « C'est comme si nous avions été condamnés aux travaux forcés, tout, excepté la nourriture, devant se faire selon des règles prescrites. Nous ne sommes plus des hommes libres, nous sommes des esclaves ».

Dans le rapport de l'Inspection paysanne et ouvrière pour la réforme des prisons de Moscou de juillet 1920, il est dit qu' « à la prison Boutirki se trouvent 152 ouvriers des usines Brianski. Arrêtés pour avoir participé à une grève le 1er mars, ils n'ont pas encore été interrogés ».

Toutes ces grèves ont été réprimées avec la plus grande brutalité par le gouvernement soviétique, qui est allé jusqu'à faire exécuter des ouvriers par la loi militaire.

Pour nous, communistes libertaires, le capitalisme d'Etat est présent dès les premiers moments de la révolution dans la conception bolchévique, c'est à dire léniniste du passage au socialisme et c'est la conception centralisatrice de Lénine lui-même et des dirigeants bolchéviques (dont Trotsky) qui, dès les premiers temps de la révolution, a entraîné inéluctablement l'instauration d'une toute puissante bureaucratie et a contribué à mettre ne place le capitalisme d'Etat en U.R.S.S. contre lequel les insurgés de Cronstadt, en 1921, appelaient à la "3° REVOLUTION" (après février et octobre 1917).

II) LE JUGEMENT DE ROSA LUXEMBOURG, marxiste allemande, leader de la Commune de Berlin en 1919 et du groupe Spartakus. (texte extrait d'une brochure écrite dès l'automne 1918 et s'intitulant : la Révolution Russe).

Lénine dit que l'Etat bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'Etat socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Ce dernier serait simplement l'Etat capitaliste retourné en quelque sorte la tête en bas. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une instruction et d'une éducation politiques de toute la masse du peuple, ou du moins pas au delà de certaines limites fort étroites. Pour la dictature prolétarienne, elles sont les éléments vitaux sans lesquels elle ne peut pas exister.

= conception étatique de la dictature du prolétariat ou phase de transition vers le communisme

« Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir gouvernemental, les masses ouvrières accumulent en très peu de temps une grande expérience politique et montent vite, dans leur évolution, d'un degré à l'autre. »

Ici, Trotsky se réfute lui-même ainsi que ses propres amis et partisans. Justement parce que cela est vrai, ils ont donc, en supprimant la vie publique, bouché la source de l'expérience politique et du progrès de l'évolution. Ou alors, il faudrait admettre qu'expérience et évolution étaient nécessaires jusqu'à la prise du pouvoir par les bolcheviks, mais qu'alors elles avaient atteint le plus haut degré et devenaient désormais superflues. (Discours de Lénine : « La Russie est jusqu'à l'évidence mûre pour le socialisme... »)

En réalité, c'est tout le contraire. Les tâches gigantesques auxquelles les bolcheviks se sont mis avec courage et résolution réclamaient précisément l'éducation politique des masses la plus intensive et l'accumulation d'expériences qui n'est jamais possible sans liberté politique.

La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra — ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd son efficacité quand la « liberté » devient un privilège.

Les bolcheviks ne voudront pas nier eux-mêmes, la main sur le cœur, qu'ils ont dû faire pas à pas des tâtonnements, des essais, des expériences, des épreuves en tout sens, et qu'une bonne part de leurs mesures ne sont pas des perles. C'est ainsi que les choses doivent aller et iront pour nous tous quand nous nous y mettons — quoi qu'il soit possible que ne règnent pas partout des circonstances aussi difficiles.

La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine-Trotsky, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a en poche une recette toute prête, qu'il n'a plus besoin que d'appliquer avec énergie. Par malheur — ou, c'est selon, par bonheur — il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'on n'aurait qu'à mettre en application, la réalisation pratique du socialisme comme système économique, social et juridique est une chose qui réside dans le brouillard de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs montrant la direction dans laquelle les mesures à prendre doivent être recherchées, indications, d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste ; mais, par contre, de quelle nature sont les mille et mille mesures pratiques, grandes et petites, propres à faire entrer les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là-dessus il n'y a pas de programme de parti, pas de manuel socialiste qui donne des renseignements. Ce n'est pas un défaut : c'est, au contraire, l'avantage du socialisme scientifique sur le socialisme utopique : le système social socialiste ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né à l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche de l'histoire vivante, laquelle, tout comme la nature organique, dont, en dernière analyse, elle est une partie, a la bonne habitude de faire naître toujours avec un réel besoin social le moyen de le satisfaire, avec le problème sa solution. Mais, s'il en est ainsi, il est évident que le socialisme, de par sa nature, ne peut être octroyé, ne peut être établi par ukase. Il a pour condition préalable une série de mesures violentes contre la propriété, etc. Ce qui est négatif, la destruction, on peut le décréter; ce qui est positif, la construction, NON. Terre vierge. Problèmes par milliers. Seule, l'expérience est capable de faire les corrections et d'ouvrir des chemins nouveaux. Seule une vie fermentant sans entraves s'engage dans mille formes nouvelles, improvise, reçoit une *force créatrice*, corrige elle-même ses faux-pas. Si la vie publique des Etats à liberté limitée est si piètre, si pauvre, si schématique, si inféconde, c'est jus-

-ce passage soulève un problème important.Le divorce ici constaté entre théorie et pratique est la conséquence de la conception léniniste.

Si on trouve chez les fondateurs du marxisme-léninisme des textes vont dans le sens de la démocratie ouvrière,la conception étatiste et centralisée de la phase de transitionse révèle dans la réalité en contradiction avec ces exigences car elle entraîne une dynamique du pouvoir contraire à celle de la démocratie directe ouvrière

---

-Dès 18,les autres courants révolutionnaires sont interdits de parole,leurs locaux fermés et saccagés,les élections aux soviets différées par décret...

-Rappelons ici les propos de Bakounine(in"étatisme et anarchisme.1873)dans lesquels il résume les grandes lignes de l'opposition entre les marxistes et les antiautoritaires au sein de la Ière Internationale:

Par notre polémique contre [les marxiens] nous les avons amenés à reconnaître que la liberté ou l'anarchie, c'est-à-dire l'organisation libre des masses laborieuses de bas en haut est l'objectif final du développement social et que tout État, sans excepter leur État populaire, est un joug qui, d'une part, engendre le despotisme et de l'autre, l'esclavage.

Ils disent que cette dictature-joug étatiste est un moyen transitoire inévitable pour arriver à l'émancipation intégrale du peuple : anarchie ou liberté — voilà l'objectif; État ou dictature — voilà le moyen. Donc, afin d'émanciper les masses laborieuses il est tout d'abord nécessaire de les enchainer.

Pour l'instant notre polémique n'a pas dépassé cette contradiction. Ils affirment que seule la dictature — la leur, évidemment — peut créer la volonté du peuple ; nous leur répondons : aucune dictature ne peut avoir d'autre objet que de se perpétuer, aucune dictature ne saurait engendrer et développer dans le peuple qui la supporte autre chose que l'esclavage ; la liberté ne peut être créée que par la liberté.

Si l'une des voies a abouti aux résultats que nous pouvons constater aujourd'hui dans les pays "socialistes",l'autre demeure ouverte...

tement parce qu'en excluant la démocratie, elle ferme aux intelligences les sources vives de tout enrichissement et de tout progrès. (Preuve : les années 1905 et suivantes et les mois de février, octobre 1917.) Ce qui fut vrai là au point de vue politique l'est aussi de même au point de vue économique et social.

Toute la masse du peuple doit y prendre part. Autrement, le socialisme est décrété, octroyé, du haut du tapis vert du bureau d'une douzaine d'intellectuels.

Un contrôle public absolu est nécessaire. Autrement, l'échange des expériences n'est possible que dans le cercle fermé des employés du nouveau gouvernement. Corruption inévitable.

La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme passant au-dessus de toutes les souffrances, etc. Personne ne sait cela mieux, ne le décrit avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement, il se trompe complètement sur les moyens : décrets, puissance dictatoriale des inspecteurs d'usines, pénalités draconiennes, règne de la terreur sont autant de palliatifs. Le seul chemin qui conduise à la renaissance, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-il ? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs sortis d'élections populaires générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait. La vie publique entre peu à peu en sommeil ; quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente — c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non : la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !) Il y a plus encore : un état de choses pareil engendre nécessairement une augmentation de sauvagerie dans la vie publique : attentats, otages fusillés, etc.

-Autrement dit:la dictature du prolétariat dans sa conception bolchévique-étatique et centralisée- ne peut être que la dictature SUR le prolétariat

-De telles mesures vont à l'encontre de la fin visée et l'interdise,le terme palliatif nous semble ne pas convenir...

-Trotsky aurait dû analyser l'effet démoralisateur de la terreur qui explique au moins en partie "le reflux de la fierté plébéienne"dont il parle dans le texte précité(un oubli sans doute?

-Dès I8 donc,des marxistes reconnaissaient que la révolution"soviétique"ne l'était plus.Dès fin I7,les mesures de l'état-parti ont visé à réduireles soviets au rôle de simples rouages du pouvoir central

-Dès I8,Lénine et Trotsky connaissaient ces critiques(développées par les libertaires russes et qui fournissent une clef essentielle à la compréhension de la naissance de la toute puissance de la bureaucratie dont ils furent victimes par la suite. Victimes de ce qu'ils avaient eux-mêmes mis en place et que le stalinisme ne fera que radicaliser

ROSA LUXEMBOURG

III) LE JUGEMENT DE VICTOR SERGE. Nous reproduisons ici un texte de Victor Serge écrit en 1945 (plus des notes de notre cru); ancien anarchiste des années 1900, il s'est rallié au léninisme en 1917, a fait partie avec Trotsky de l'opposition de gauche au sein du parti, emprisonné par la suite sur l'ordre de Staline, il est resté un admirateur de Trotsky.

L'intervention étrangère, la guerre civile, le blocus, la famine, tuent la jeune démocratie soviétique et entraînent la dictature bureaucratique du parti. En 1921, l'insurrection de Cronstadt révèle le conflit entre le peuple révolutionnaire et la dictature. Cronstadt réclame le retour aux soviets librement élus. C'est Trotsky qui le premier a préconisé la Nouvelle Politique Economique, afin de donner satisfaction aux paysans en les libérant des réquisitions. S'il avait été écouté, il n'y eût sans doute pas eu de révolte à Cronstadt.

Il reste évident que Trotsky, au pouvoir, partage avec Lénine et les dirigeants du parti bolchévik la responsabilité d'erreurs infiniment graves. Que ces grands révolutionnaires aient exercé le pouvoir dans des conditions infernales, c'est certain. Que leur psychologie de doctrinaires marxistes, convaincus de posséder la vérité intégrale et salvatrice, les ait rendus mortellement intolérants et leur ait fait méconnaître l'importance vitale de la liberté et de la démocraie, n'est pas moins certain. A la faveur de l'état de siège, tous les mouvements socialistes (et libertaires) autres que le bolchévisme sont étouffés, même quand ils sont trop faibles et trop sains pour mettre le nouveau régime en danger. Les socialistes révolutionnaires de gauche, qui ont pris les armes contre Lénine et Trotsky, sont indéfiniment gardés en prison depuis 1918 (ils y sont encore) ; les social-démocrates menchéviks, devenus les protaganistes de la démocratie ouvrière sont durement persécutés; les anarchistes sont mis hors la loi, bien qu'avec Makhno ils aient joué un rôle important dans la libération de l'Ukraine occupée par les Blancs et qu'un traité fraternel leur ait solennellement promis la légalité. En fondant la Tcheka, Lénine et Trotsky ont établi une véritable inquisition. En étatisant les syndicats et les coopératives, ils ont désarmé les masses et ouvert la voie au totalitarisme.

Mais ils étaient de bonne foi. Dès 1923, ils s'aperçurent du péril bureaucratique, totalitaire en réalité, et résolurent de le combattre ensemble. Trotsky réclama le « Cours nouveau » — démocratie dans le parti, appel aux jeunes... Il fut vaincu par les fonctionnaires au moment où Lénine mourait de surmenage cérébral. A partir de cette date, Trotsky devient, en dépit de bien des fautes secondaires, l'intraitable et puissante incarnation d'un mouvement de gauche qui, au sein du parti, luttera jusqu'à la mort pour le retour à la démocratie intérieure et syndicale, pour le principe de l'internationalisme militant, pour une industrialisation intelligente et humaine, contre la dictature des secrétaires, la pensée dirigée par des cuistres, l'industrialisation inhumaine, la stupide doctrine du « socialisme dans un seul pays », la collaboration avec le Nazisme.

Ce fut en 1928, la victoire de la tendance totalitaire. [redacted]

Victor Serge par son fils Vladi.

- cette analyse nous semble réductrice du problème politique posé par les révoltés de Cronstadt.
- erreurs ou conséquences de la conception bolchévique de la révolution ?
- capitalisme d'État et totalitarisme se mettent donc en place dès le début de la révolution.
- la bonne foi dont nous ne doutons pas pour les révolutionnaires qu'étaient Lénine et Trotsky n'est cependant pas un argument politique.
- là où Victor Serge et le courant marxiste-léniniste voient des fautes secondaires, nous voyons la logique du socialisme autoritaire et étatiste, et un tournant de l'histoire du mouvement révolutionnaire par l'écrasement de la voie soviétique autogestionnaire.

IV) PETITE HISTOIRE D'AUJOURD'HUI

Malgré la terreur stalienne et le carcan d'un régime qui est demeuré d'oppression, le courant soviétique n'est pas mort dans les pays de l'Est et notamment en U.R.S.S. Certains courants d'opposition de gauche s'en réclament aujourd'hui explicitement.

L'extrait d'article (que nous reproduisons ci-dessous) consacré à l'oeuvre de Medvedev (opposant libéral que Lionid Plioutch caractérise dans un article de la même revue : Demain l'U.R.S.S. comme "un marxiste libéral mais honnête et courageux, c'est à dire un Khrouchtchévien courageux dans ses activités mais non par son état d'esprit") témoigne à sa manière que la persistance et de la renaissance de ce courant.

Il a toujours existé des critiques de gauche de l'U.R.S.S. qui ne sauraient se contenter à moins d'un bouleversement total, accompagné d'une révolution ouvrière, instaurant une dictature du prolétariat fondée sur la renaissance du système des soviets, en allant de pair avec le début distinct d'un dépérissement de l'Etat. Pour ceux qui voient les choses de cette façon, les perspectives offertes par Medvedev doivent porter la marque d'un intolérable réformisme, du gradualisme, et ainsi de suite, et à juste titre. Medvedev lui-même récuse explicitement un des courants de pensée qui se font jour dans l'opposition soviétique, et qu'il décrit sous le nom d'« anarcho-communisme ». Celui-ci poursuit le remplacement immédiat des organismes d'Etats existants par de nouveaux organes du « pouvoir populaire » (1). ~~Su~~

(1) Voir, par exemple, sa critique acérée de P. Grigorenko : « Grigorenko propose la liquidation immédiate de l'appareil d'Etat, dont les représentants ont toujours appartenu à la classe des exploiteurs [...] Quand bien même il se donnerait pour marxiste, ses thèses sont celles d'un anarchiste et n'ont rien à voir avec le marxisme. »

En même temps, Medvedev rend hommage au courage et à l'honnêteté de Grigorenko, et qualifie son internement dans un hôpital psychiatrique d'arbitraire et d'illégal.

ANNEXE 2

LA COMMUNE DE CRONSTADT

Crépuscule sanglant des Soviets

1

KRONSTADT 1917

Kronstadt fut le premier à proclamer le pouvoir des Soviets en 1917. "Le pouvoir dans la ville de Cronstadt se trouve désormais uniquement entre les mains des Soviets, des députés, des ouvriers et des soldats...lequel, pour les affaires concernant le pays entier, se met en contact avec le gouvernement provisoire". Cette décision du Soviet cronstadien eut l'effet d'un coup de tonnerre. Le gouvernement provisoire commença à calomnier la "République cronstadienne" en l'accusant d'indiscipline criminelle. Mais la calomnie eut un effet contraire à celle qu'il escomptait. Les délégations arrivant à Cronstadt étaient conquises par son esprit, son enthousiasme et sa fidélité à la démarche ouvrière. (A cette époque Kronstadt se tenait en contact permanent avec Pétrograd). Après la défaite du soulèvement de juillet le gouvernement provisoire qui croyait avoir triomphé de l'aile gauche de la révolution dirigea ses premières attaques contre Cronstadt.

Ainsi donc entre le Cronstadt de 1917 et celui de 1921, il n'y avait pas rupture de tradition comme veulent le faire croire ceux qui ont participé à la tuerie des marins en 1921.

"Tout le pouvoir aux soviets locaux". "A bas la tuerie capitaliste". "Libération de tous les révolutionnaires emprisonnés". "La terre immédiatement aux paysans, les usines aux ouvriers".

L'AUTOGESTION A KRONSTADT EN 1917

Kronstadt tenait de mener une pratique constructive : fabrication d'outils d'agriculture à partir de vieille ferraille récupérée. La commission technique et militaire du Soviet céda de même une certaine quantité de métal provenant de vieux matériel militaire.

Les ouvriers, membres de l'union des agriculteurs, organisèrent un atelier spécial où ils travaillaient pendant leurs loisirs, à raison de plusieurs heures par jour chacun. Ils fabriquèrent des faux, des socs de charrue, des clous, des fers à cheval. Tout ce qui était fabriqué était répertorié en listes complètes dans les Izvestia du Soviet de Kronstadt.

ELABORATION DU PRINCIPE DES COMMUNES DE CULTURE

Un groupe de 10 à 60 citadins, selon le lieu de travail et de domicile se mettait d'accord pour une culture commune de la terre (bande de 3 kms sur l'ile). Lors d'assemblées générales, la terre fut divisée en petits lots répartis par un tirage au sort. Déjà en 1918 les communes de culture aidèrent beaucoup les Kronstadiens dans la lutte contre la faim. Les communes s'avérèrent vivaces : elles existaient toujours sous la même forme en 1921. Ce fut la seule organisation que les bolchéviks n'avaient pas supprimée.

LA SURVEILLANCE DE LA VILLE ETAIT ASSUREE PAR LA MILICE POPULAIRE, C'EST A DIRE TOUTE LA POPULATION. PAR LE BIAIS DES COMITES DE MAISON.

Aux meetings et aux conférences des anarchistes, une des tâches continuellement à l'ordre du jour était la liquidation de la propriété privée des habitations.

Pour Kronstadt, la tâche principale restait : provoquer le plus possible des idées à travers toute la Russie et se tenir prêt à un éventuel conflit armé avec la réaction extérieure et intérieure. Ces buts étaient poursuivis par des organes techniques : deux commissions spéciales du soviet, une technico-militaire, l'autre d'agitation propagandiste.

La commission technico-militaire effectua un grand travail durant les journées korniloviennes- Elle vérifia la capacité de combat des ports, fit un inventaire précis des armes. Le mot d'ordre d'armement général se réalisait au moyen des comités des fabriques et d'usines. La commission fournit des armes à tous les ateliers, les comités de fabrique et d'usine en assurèrent la distribution aux ouvriers. Chaque ouvrier s'assignait le but d'assimiler l'art du maniement du fusil et des bombes à main.

Le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux soviets locaux" est compris à Kronstadt de la façon suivante : désormais plus aucun centre ne peut ordonner ou prescrire à aucun soviet, ni à aucune organisation, ce qu'il y a à faire, et au contraire, chaque soviet, chaque organisation locale d'ouvriers et paysans, tend à s'unir volontairement avec les organismes du même type. De cette façon, la fédération des soviets libres et la fédération des comités d'usines et de fabrique créent une force organisationnelle puissante, tant par les succès de la défense de la révolution que pour régler harmonieusement la production et la consommation.

A la séance du soviet, un projet de socialisation des maisons est déposé : "dorénavant la propriété privée des habitations et de la terre est abolie". La gestion des maisons est assurée par des comités de maisons et les affaires se règlent désormais lors d'assemblées générales de tous les habitants des maisons. Les habitations deviennent ainsi la propriété collective de la population (opposition des bolchéviks qui commencèrent une campagne de dénigrement contre les anarchistes).

Finalement, malgré le sabotage des bolchéviks, des comités de maisons, d'arrondissements et autres comités furent créés à Kronstadt.

PRELUDE A L'INSURRECTION

L'Insurrection de Cronstadt eut lieu trois mois après la liquidation du dernier front de guerre civile en Russie européenne. La population laborieuse du pays, dans un état de famine permanente était à la merci du régime dictatorial d'un état totalitaire, dirigé par un seul parti. On peut donc résumer la situation d'avant l'insurrection, comme un formidable décalage entre les choses promises et la situation de fait. (Aux élections du Xº congrès du parti, la flotte baltique vota contre ses chefs directs : Trotsky, commissaire du peuple à la guerre et à la marine et Raskolnikov, chef de la flotte baltique) 5000 marins quittent le parti en janvier 1921.

PETROGRAD A LA VEILLE DE CONSTRADT

Une famine extrême sévit à Pétrograd durant l'hiver 1920-1921. A l'époque on pratiquait le troc, or Zinoviev interdit brusquement tout échange avec la campagne. La population fuyait la capitale : tous ceux qui avaient encore des parents dans les villages allaient les rejoindre. Ce fait doit être noté pour démentir la version officielle qui veut expliquer la vague des grèves à Pétrograd par la présence de campagnards insuffisamment trempés à l'idéologie prolétarienne. Ce furent bien les prolétaires de Pétrograd qui appliquèrent l'arme classique de la lutte des classes : les grèves. La première grève éclate à l'usine Troubotchny le 23 Février, aussitôt on assista à une extension des grèves. Les grévistes mettaient en avant desmots d'ordre économiques tendant à organiser le ravitaillement. Mais plusieurs usines formulèrent des revendications purement politiques comme la liberté de parole et de la presse, et la libération des prisonniers politiques. Le 24 Février le comité de défense (état-major spécial) proclame l'état de siège de la ville.

LA RESOLUTION DES MARINS DE CRONSTADT

Les marins de Cronstadt naturellement intéressés à tout ce qui se passait à Pétrograd y envoyèrent le 26 février leurs délégués afin de se renseigner sur le caractère des grèves. Cette délégation visita toute une série d'usines et retourna le 28 février à Cronstadt. Le même jour l'équipage du bâtiment de guerre *Petropavlovsk* ayant appris la situation de Petrograd vota la résolution suivante :

« *Ayant entendu les représentants des équipages délégués par l'Assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à Petrograd, les matelots décident :*

1° *Etant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, d'organiser immédiatement des réélections aux soviets au vote secret en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale;*

2° *D'exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche;*

3° *D'exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes;*

4° *D'organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans partis, soldats et matelots de Petrograd, de Cronstadt et du département de Pétrograd;*

5° *De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans;*

6° *D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration;*

7° *De supprimer tous les Politotdiel (Sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'Etat des ressources dans ce but. A leur place doivent être créés des cercles culturels élus aux ressources provenant de l'Etat;*

8° *De supprimer immédiatement tous les détachements de barrage;*

9° *D'égaliser la ration pour tous les travailleurs excepté dans les corps de métiers insalubres et dangereux;*

10° *De supprimer les détachements de combat communistes dans les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers;*

11° *De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devront soigner eux-mêmes et sans utiliser le travail des salariés;*

12° *De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades koursantys de s'associer à notre résolution;*

13° *Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;*

14° *Désigner un bureau de contrôle mobile;*

15° *Autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.* »

Cette résolution qui fut ensuite votée par l'Assemblée générale des marins de Cronstadt, ainsi que par des corps de soldats rouges et acceptée par la population ouvrière de cette ville servit de programme politique à l'insurrection; elle mérite donc une analyse spéciale.

Les marins de Cronstadt ainsi que les grévistes de Pétrograd se rendaient compte que l'état économique de la Russie était en lien direct avec la situation politique Les prolétaires russes étaient déçus dans leur grand espoir, les soviets, auxquels ils voyaient chaque jour se substituer le pouvoir d'un seul parti.

Le point I exprime l'idée que les soviets bolchevisés ne traduisent plus la volonté des ouvriers et des paysans. D'où la revendication d'élections nouvelles s'opérant selon le principe d'égalité des tendances politiques. Mais pour qu'une régénérescence des soviets fût possible, il fallait que les travailleurs puissent s'exprimer librement, d'où l'idée impérative de liberté de parole, de presse et de réunion.

La révolution des Cronstadiens n'innovait rien: ses idées se propageaient partout. Pour les avoir exprimées des prolétaires et des paysans remplissaient déjà les prisons et les camps de concentration qu'on venait d'inaugurer.

Les points 5 et 6 témoignent d'un esprit de solidarité conforme aux meilleurs traditions prolétariennes.

Les points 7 et IO constituent une attaque contre le monopole du parti dirigeant, puisant dans le trésor de l'état, utilisant l'armée et les corps de police dans un but exclusif non contrôlable.

Le point 9 réduit à néant l'accusation formulée en I938 par Trotsky et qui disait : "tandis que le pays avait faim, les Cronstadiens exigeaient des privilèges".

Le point I4 pose de nouveau la question du contrôle ouvrier qui fut avant octobre l'un des mots d'ordre les plus populaires. Les Cronstadiens comprenaient que le véritable contrôle avait échappé à la base et ils se proposaient de le remettre réellement en vigueur, alors que l'état bolcheviste tendait à le réaliser par un commissariat spécial, créé sous le nom d'inspection ouvrière et paysanne. Peu de temps avant la seconde rechute de sa maladie, Lénine écrivait dans la Pravda (28 Janvier I923) "Parlons net, l'inspection n'a actuellement aucune autorité. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de pire institution que notre inspection".(Staline était commissaire du peuple à l'inspection).

L'INSURRECTION DE CRONSTADT AU NOM DE LA 3° REVOLUTION.

Le soviet de Cronstadt devait être renouvelé le 2 mars. Un meeting réunissant I6000 personnes eut lieu le I° mars, présidé par Vassiliev, président du soviet local. L'assemblée adopta la résolution du Petropavlosk à l'unanimité moins 2 voix(celle de Kalinine, président du comité executif panrusse des soviet, et Kouzmine, commissaire politique de la flotte de la Baltique).

-occupation des points stratégiques de la ville: les Cronstadiens s'emparent le 2 mars des établissements d'état, des états majors, du télégraphe et téléphone, et organisent sur les bâtiments de guerre et dans les corps d'arrée des "troikas".
-création d'un comité populaire révolutionnaire provisoire composé de marins ayant déjà une longue expérience (ce qui contredit la version officielle selon laquelle la révolte était conduite par des éléments nouvellement entrés dans la marine et n'ayant rien de commun avec les héroiques matelots de I7/I9)
-l'imprimerie des Izvestias est occupée. Le 3° mars, les Cronstadiens font apparaître le premier numéro des Izvestias du C.R.P.: "Le parti communiste, maître de l'état, s'est détaché des masses et s'est montré incapable de tirer le pays du désarroi". Il ne compte plus depuis les troubles qui viennent de se

produire à Petrograd et à Moscou qui démontrent clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières, car il croit que ces troubles ont pour origine des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément".

-le 2° mars, radio Moscou lance un appel "Pour la lutte contre le complot de la garde blanche". On peut noter à ce propos que des personnes étrangères aux événements de Cronstadt ont été arrêtées ainsi que leurs familles, à Pétrograd, Par radio, Cronstadt dément catégoriquement tous ces mensonges et calomnies.

-A Cronstadt, abandon en masse du parti par les communistes: environ 780 personnes quittèrent le parti. Certains démissionnaires ont envoyé des lettres, motivant leur départ, aux Izvestias:

C'est ainsi que l'instituteur Denissov écrit : « *Je déclare ouvertement devant le Comité révolutionnaire provisoire que depuis le premier coup de canon sur Cronstadt, je ne me considère plus comme un membre du Parti communiste et je me rallie au mot d'ordre avancé par les travailleurs de Cronstadt : « Tout le pouvoir aux soviets et non au Parti. »* Un autre communiste, le chef de la garde du port de Cronstadt, Baranov, écrit : « *Le Parti n'exprime plus la volonté des grandes couches de la population; ceci se confirme, entre autres, dans les lettres de la province qui décrivent les malheurs et les persécutions que le Parti exerce envers les paysans. Je demande de ne plus me considérer comme membre du Parti communiste; je me rallie à la résolution du 1er mars et me soumets aux ordres du Comité révolutionnaire de Cronstadt.* »

Un groupe d'agents militaires de la Compagnie spéciale de discipline déclare : « *Nous soussignés, sommes entrés au Parti considérant que celui-ci exprimait la volonté des masses laborieuses; en réalité ce parti s'est montré le bourreau des ouvriers et des paysans; cela nous est démontré par les derniers événements de Petrograd démasquant le caractère mensonger des meneurs du Parti, qui, comme le confirment les dernières radios de Moscou, utilisent tous les moyens pour conserver le pouvoir.*

Nous demandons que, dorénavant, on ne nous considère plus comme membres du Parti communiste, et nous nous rallions entièrement à la résolution du meeting de la garnison de Cronstadt du 2 mars.

Nous invitons aussi les camarades qui comprennent leur erreur à la reconnaître publiquement. »

Signé : GOUTMAN, YEFIMOV, KOUDRIAVTZEV, ANDRÉEV. (*Izvestia du Comité révolutionnaire provisoire du 7 mars.*)

Les communistes du fort « Rif » publièrent la résolution suivante : « *Durant trois années notre Parti a incorporé beaucoup de rapaces et d'arrivistes, ce qui a fait naître le bureaucratisme et le sabotage dans la lutte contre la débâcle économique.*

Notre parti s'est toujours posé le problème de la lutte contre les ennemis du prolétariat et des classes laborieuses; nous déclarons ouvertement que nous allons aussi à l'avenir, en tant que fils du peuple, défendre les conquêtes des travailleurs.

Nous ne permettrons à aucun garde blanc d'utiliser la situation difficile de la République des soviets, et à la première tentative contre son pouvoir, nous saurons leur donner la riposte nécessaire.

Nous avons déjà déclaré et déclarons encore une fois que nous nous soumettons au Comité révolutionnaire provisoire, qui se donne comme but la création des soviets des classes prolétarienne et laborieuse.

Vive le pouvoir des soviets, le vrai défenseur des droits des travailleurs ! »

Signé : Le président de la réunion des communistes du fort « Rif » (signature)

Secrétaire (signature) (IZVESTIA *du Comité révolutionnaire provisoire du 7 mars*).

-a Petrograd, dès qu'on apprit l'arrestation de Kouznine et de Vassiliev le comité de défense ordonna l'arrestation des familles des Cronstadiens habitant

Petrograd. Le C.R.P répondit par radio qu'il exigeait la libération des prisonniers dans un délai de 24 H. A ce moment-là, les grèves continuaient à Petrograd, exigeant la libération des prisonniers. On trouvait sur les murs des usines les Izvestias du C.R.P de Cronstadt. Il y eut une extension des grèves à Moscou, Nijni-Novgorod et d'autres villes.

-Le 6 mars, Trostky adresse par T.S.F l'ordre suivant:

« *Le gouvernement ouvrier et paysan est décidé à reconquérir sans retard Cronstadt et les bâtiments insurgés et à les remettre à la disposition de la République des Soviets. C'est pourquoi j'ordonne à tous ceux qui ont levé la main contre la patrie socialiste de rendre immédiatement les armes. Ceux qui résisteront devront être désarmés et mis à la disposition des autorités soviétiques. Les commissaires arrêtés et autres représentants du pouvoir doivent être libérés immédiatement. Seuls ceux qui se seront rendus sans condition pourront compter sur la grâce de la République des Soviets. Je donne en même temps l'ordre de préparer tout ce qu'il faut pour écraser la révolte et les révoltés par le feu des armes. La responsabilité des désastres qui s'abattront sur la population civile retombera entièrement sur les têtes des insurgés gardes-blancs.*

TROTSKY

-Le 7 mars, le commandement supérieur lançait l'armée rouge à l'assaut de la forteresse.

-Izvestias du 8 mars:

Pourquoi Kronstadt a-t-elle combattu ?

Voilà comment les Kronstadiens eux-mêmes exposent leurs buts et leurs problèmes : *En réalisant la Révolution d'Octobre, la classe ouvrière espérait atteindre son émancipation complète. En résultat, une exploitation encore plus grande s'est créée contre la personne des travailleurs.*

Le pouvoir gendarmo-policier du monarchisme est passé dans les mains des usurpateurs communistes, lesquels ont apporté aux travailleurs, au lieu de la liberté, la crainte continuelle de tomber dans les geôles de la Tchéka, dépassant de loin en horreur le régime policier tsariste. Les baïonnettes, les balles et les rebuffades grossières du tchékiste, voilà ce qu'après une lutte si longue et si meurtrière a gagné le travailleur de la Russie soviétique. Le pouvoir bolchévik a transformé, en fait, le symbole de l'Etat ouvrier : la faucille et le marteau, par la baïonnette et les barreaux de prison, afin de conserver une vie tranquille et confortable à la nouvelle bureaucratie des commissaires et fonctionnaires bolchéviks.

Mais ce qui est le plus ignoble et le plus criminel, c'est l'asservissement moral qu'ils ont imposé ; ils ont pris possession du monde intérieur des travailleurs, les obligeant à penser seulement de la manière qu'il leur convient.

Ils ont enchaîné les ouvriers aux ateliers à l'aide des syndicats officiels, transformant le travail non en une joie, mais en un nouvel esclavage. Aux protestations des paysans, s'exprimant en des soulèvements spontanés et à celles des ouvriers, obligés d'en recourir par la force même des choses à la grève, ils répondent par des fusillades en masse et une férocité égale à celle des généraux tsaristes.

La Russie laborieuse, celle qui a levé la première l'étendard rouge de l'émancipation du prolétariat, est couverte entièrement du sang des victimes pour la gloire de la domination bolchévique. Dans cette mer de sang, les communistes noient tous les grands et radieux gages et slogans de la révolution laborieuse.

Il apparaissait de plus en plus, déjà avant et maintenant cela est devenu plus évident, que le Parti Communiste Russe n'est pas le défenseur des travailleurs ainsi qu'il se présente, car les intérêts du peuple laborieux lui sont étrangers. Ayant conquis le pouvoir, il ne craint que de le perdre ; c'est pourquoi tous les moyens lui sont permis pour le garder : la calomnie, la violence, la tromperie, le meurtre, les représailles contre les familles des insurgés.

La longue patience des travailleurs a pris fin. Ici et là, la lueur du brasier de l'insurrection a illuminé le pays en lutte contre l'oppression et la violence. Des grèves d'ouvriers ont éclaté, mais les soudards bolchéviks ne dorment pas et ont pris toutes les mesures pour prévenir et écraser l'imminente et inévitable 3e Révolution.

Elle s'est tout de même réalisée et s'accomplit par les mains des travailleurs. Les généraux bolchéviks voient bien que c'est le peuple, convaincu de leur trahison des idéaux du socialisme, qui s'est soulevé.

Tremblant pour leur peau, et sachant qu'ils ne pourront se garder de la colère des travailleurs, ils essayent d'effrayer les insurgés par des incarcérations, des fusillades et autres férocités. Mais la vie elle-même, sous le joug de la dictature des communistes, est devenue plus terrible que la mort.

Le peuple laborieux, insurgé, a compris que dans la lutte contre les communistes qui lui ont ressuscité le servage, il ne peut y avoir de compromis. Il faut aller jusqu'au bout. Les bolchéviks font semblant de faire des concessions : ils enlèvent les contrôles routiers dans la province de Pétrograd, assignent 10 millions de roubles-or pour l'achat de produits à l'étranger. Mais il ne convient pas de s'y laisser prendre : derrière cet appât, se cache la poigne de fer du maître, du dictateur, qui veut, ayant attendu l'apaisement, se venger de ces concessions au centuple.

Non, il ne peut y avoir de compromis ! Il faut vaincre ou mourir ! Kronstadt la rouge montre l'exemple en la matière, menaçant les contre-révolutionnaires de droite et de gauche.

Ici, s'est réalisée une grande et nouvelle progression révolutionnaire. Ici est levé l'étendard de la révolte pour se libérer de trois ans d'oppression et de violence, de la domination des bolchéviks, remplaçant trois siècles de joug monarchiste.

C'est ici, à Kronstadt, qu'est posée la première pierre de la IIIe Révolution, celle qui brise les dernières chaînes des masses laborieuses et ouvre une nouvelle et large voie à l'édification socialiste.

Cette nouvelle révolution mettra ainsi en marche les masses laborieuses de l'Est et de l'Ouest, devenant l'exemple d'une nouvelle construction socialiste, opposée à « l'ordre » bureaucratique des bolchéviks, convainquant les travailleurs étrangers de toute évidence que ce qui a été accompli chez nous jusque-là, au nom des ouvriers et des paysans, n'était pas le socialisme.

- Le I8 Mars, Kronstadt est écrasée. En fait, il y a eu à Kronstadt une démarche collective de classe; il n'y a pas eu de meneurs entraînant les foules.

-

DEMORALISATION DANS L'ARMEE ROUGE

- Toutes les unités militaires ayant pris part à la prise de Kronstadt durent être modifiées au préalable. Ce fut une nécessité absolue, car l'Armée Rouge montra qu'elle ne voulait pas se battre conte les marins.

- Des bataillons se rendant aux Kronstadiens.

- Un régiment refuse de se battre. Les deux autres régiments de la même division organisèrent des meetings. Ils durent être désarmés de force et le tribunal "révolutionnaire" sévit durement.

Les cas analogues étaient très nombreux.

REPRESSION DANS L'ARMEE ROUGE

Les unités lancées contre Kronstadt furent entièrement réorganisées. Cependant l'esprit des troupes restait très hésitant. Le I4 Mars on enregistre une série de refus d'aller à l'assaut. Certains soldats mêmes qui s'étaient rendus aux Kronstadiens recommençaient à se battre à leur côté. Le Commandement Rouge prit alors des mesures rigoureuses contre les soldats. La désertion en masse sévissait en effet dans l'Armée Rouge.

D'après les sources officielles on lisait avec le plus grand intérêt dans l'Armée les numéros des Izvestias de Kronstadt ainsi que les tracts.

Le 561e régiment, composé de Kronstadiens, passe en partie dans le camp des insurgés. Des koursantis même se rendent par compagnies, passant outre aux injonctions de leurs officiers. Fait plus grave, des régiments, en particulier ceux de la Division Générale, refusent de marcher à l'assaut. Ce mouvement de refus va s'intensifier les jours suivants : beaucoup de mobilisés veulent savoir ce que réclament les Kronstadiens et pourquoi on les envoie contre eux, d'autres craignent de s'aventurer sur la glace à découvert.

L'école d'aspirants de la 93e brigade, intégrée dans le 95e régiment, crie au commandant et au commissaire politique qui la passent en revue : « Pourquoi nous avez-vous amenés ici ? » Deux jours plus tard, elle refuse de partir à l'assaut et les rigueurs du tribunal militaire s'abattent sur elle (ceci signifie qu'un homme sur cinq est fusillé).

Le 14 mars, les régiments d'Orchansky, de Névelsky et de Minsk refusent d'attaquer. Pourtant ce sont des unités d'élite qui se sont signalées dans la lutte contre les blancs. Ils sont désarmés et le « tribunal » sévit. Le 15 mars, c'est au tour du 237e régiment de Koursk de refuser : on fusille encore un homme sur cinq.

Le 16 mars, deux échelons de la 81e brigade, en route pour Oranienbaum, se mutinent, tuent leurs commandants et commissaires et se dispersent dans la campagne avoisinante.

Le 16 mars, la 27e Division, commandée par Poutna, se révolte ; les soldats chassent tout leur commandement ; la 32e brigade et d'autres troupes vont être contaminées, le régiment spécial des koursantis, commandé par Fedko, intervient énergiquement et désarme les régiments mutinés : fusillades encore. (Stépanov, dans Kornatovsky.)

Lors des attaques, afin de prévenir la reddition des troupes, des chaînes d'éléments sûrs (tchékistes, permanents du Parti) sont placés derrière les assaillants et leur tirent dessus à la moindre hésitation.

Il y eut environ I.500 Kronstadiens arrêtés de février à octobre en dehors des événements à Pétrograd ou dans le pays. Les deux milles Kronstadiens faits prisonniers lors de la prise de la ville comparaîtront devant un tribunal de la Tchéka : 200 seront fusillés, I.000 envoyés aux travaux forcés. Parmi eux des ex-membres du parti, 400, seront internés dans des camps de concentration.

Les 8.000 Kronstadiens réfugiés en Finlande se laissent abuser par une promesse d'amnistie et rentrent en mai-Juin au pays. Là, ils sont cueillis et envoyés dans la geôles tchékistes pour y être soit fusillés, soit déportés dans les camps où on les fera mourir à petit feu. Il y eut une amnistie officielle en I922. Beaucoup d'autres Kronstadiens s'y laissèrent encore prendre et subir le sort deleurs premiers camarades.

ANALYSES ET JUGEMENTS DES BOLCHEVIKS, LENINE ET TROTSKY SUR KRONSTADT

Leurs explications souvent embarassées et contradictoires ne sont que plus révélatrices de la nature du mouvement kronstadien. Selon POUKHOV (historien soviétique officiel) il y aurait eu complot et préméditation : thèse insoutenable car, les Kronstadiens auraient attendu le dégel, ce qui aurait rendu la forteresse imprenable; de plus il y avait très peu de réserves alimentaires à Kronstadt, donc, la résistance des insurgés était amoindrie. cf. texte POUKHOV ci-dessous.

« ... *Les dirigeants du Parti, à Kronstadt, qui étaient permanents des Soviets et des syndicats, jouissaient de certains privilèges : ils recevaient des rations spéciales et vivaient dans de meilleures conditions que les militants de base du Parti... Mais dire qu'ils se distinguaient de la masse en général serait exagéré. L'inégalité matérielle se faisait sentir, mais pas trop fort (!).* »

Poukhov voit, en conclusion, trois raisons essentielles du soulèvement :

« ... (1) *La modification sociale des équipages de la Flotte, due à l'arrivée d'éléments déclassés, petits-bourgeois et anarchisants.*

(2) *Le processus de décomposition de la flotte, venant des difficultés d'approvisionnement, de l'inactivité militaire et de la détérioration de la situation psycho-politique : renforcement de l'influence de la campagne sur les marins, les lettres de leurs familles, les permissions, etc.*

(3) *La carence de l'organisation du parti ; l'insuffisance de son encadrement de la masse des marins et de la ville de Kronstadt ; ainsi que l'absence d'une appréciation correcte de la gravité de la situation, la passivité et la panique des dirigeants locaux lors des moments décisifs de tension.*

... *Kronstadt se trouvait dans l'attente des graves événements qui ont joué un rôle important dans la vie de notre pays.* »

Dans un autre texte : « *Kronstadt au pouvoir des ennemis de la Révolution* », Poukhov traite du contenu politique de l'insurrection :

« ... *Des revendications comme l'abolition de la peine de mort, le scrutin secret et le droit de vote égal pour tous, ainsi que les autres « libertés » démocratiques exigées, ne signifient rien de moins que le renversement de la Dictature du Prolétariat.*

... *La réalisation dans les faits d'un droit de vote égal pour tous, et la participation au pouvoir, ne serait-ce que des partis de « gauche », auraient entraîné un changement radical de la Constitution soviétique, et aurait privé le prolétariat de son rôle dirigeant dans l'Etat.*

Un des mots-d'ordre fondamentaux des insurgés était le suivant : « Tout le Pouvoir aux Soviets, et non aux Partis » ; ce mot d'ordre s'exprima clairement dans la résolution du 1er mars.

... *Le Soviet à la Kronstadt, librement élu, un soviet sans-parti, n'est rien d'autre qu'un paravent, derrière lequel se cache le parlement bourgeois le plus ordinaire en miniature, la parlotte la plus banale entre les représentants des diverses tendances de partis et de groupes. Voilà sous quel mot d'ordre combattaient les mutins.*

Tout l'essentiel de leur programme était orienté sur la voie de la Constituante, d'une démocratie bourgeoise et de toutes ses institutions. Combien de mensonges et d'hypocrisie dans tous ces documents et articles, inspirés par le Comité Révolutionnaire Provisoire.

En outre, le Comité Révolutionnaire Provisoire affirmait que le mouvement, commencé à Kronstadt, devait s'étendre en dehors de Russie, aux pays de l'Est et de l'Ouest.

Les membres du C.R.P. s'imaginaient être les créateurs d'une 3e Révolution. ... Les belles phrases au sujet de la « pierre de la 3e Révolution », n'étaient que du bavardage d'hypocrites.

Mais il fallait à tout prix masquer le contenu révolutionnaire de Kronstadt afin de pouvoir justifier la répression. De la même manière, on explique la répugnance des troupes bolchéviques à donner l'assaut à Kronstadt par la fragilité de la glace, au point qu'il faudra mettre des unités de communistes sûrs derrière eux, qui tireront à la mitrailleuse sur leurs propres soldats pour les faire avancer.

cf. le message de Zinoviev.

> *« A ceux de Kronstadt trompés.*
> *Voyez-vous maintenant où les vauriens vous ont menés ? Voilà où vous êtes !... Tous ces Pétritchenko et autres Toukine sont maniés comme des pantins par le général tsariste Kozlovsky, les capitaines et autres gardes blancs avérés. On vous trompe !...*
> *Vous êtes entourés de tous côtés. Quelques heures encore et vous serez obligés de vous rendre. Kronstadt n'a ni pain, ni combustible.* SI VOUS PERSISTEZ ON VOUS TIRERA COMME DES PERDRIX. *Tous ces généraux de Kozlovsky, tous ces vauriens comme Pétritchenko, Toukine... s'enfuieront à la dernière minute...*
> *Rendez-vous tout de suite sans perdre une minute. Celui qui se rendra volontairement sera pardonné. Rendez-vous immédiatement !* (44) »

LENINE ET KRONSTADT

- Rapport d'activité politique du Comité Central au Xème Congrès du Parti Communiste Russe.

Comité Central au Xe Congrès du Parti Communiste russe :

« ...Je voudrais dire maintenant quelques mots des événements de Kronstadt. Je n'ai pas encore les dernières nouvelles mais je ne doute pas que cette insurrection où l'on a vu rapidement se profiler les généraux blancs que nous connaissons si bien, soit écrasée dans les jours qui viennent, voire même dans les heures qui viennent. Il ne peut y avoir de doutes à ce sujet. Mais nous devons étudier de près les leçons politiques et économiques qui se dégagent de cet événement.

Que signifie-t-il ? Le pouvoir politique détenu par les bolchéviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolchéviks, semble-t-il, et peut-être même « plus à gauche », on ne sait, tant l'ensemble des groupements politiques qui ont essayé de prendre le pouvoir à Kronstadt est indéterminé. Dans le même temps, il est certain, vous le savez tous, que des généraux blancs ont joué un rôle important. C'est pleinement établi. Deux semaines avant les événements de Kronstadt, les journaux parisiens annonçaient déjà une insurrection dans la ville. Il est absolument évident que c'est l'œuvre des socialistes-révolutionnaires et des gardes blancs de l'étranger, et par ailleurs le mouvement a abouti à une contre-révolution petite-bourgeoise, à un mouvement petit-bourgeois anarchiste. C'est là quelque chose de nouveau. Cet événement, rapproché de toutes les crises, doit être très attentivement pris en considération, très minutieusement analysé, du point de vue politique. Des éléments petits-bourgeois anarchistes, toujours orientés contre la dictature du prolétariat, ont revendiqué la liberté du commerce. Cet état d'esprit s'est largement répercuté sur le prolétariat. Il s'est reflété dans les entreprises de Moscou et dans de nombreuses localités. Cette contre-révolution petite-bourgeoise est sans nul doute plus dangereuse que Dénikine, Ioudénitch et Koltchak réunis...

Si petit et peu notable que fût au début, comment dirais-je, ce décalage du pouvoir que les marins et ouvriers de Kronstadt proposaient, — ils voulaient corriger les bolchéviks sous le rapport de la liberté du commerce, il semblait bien que ce transport fût peu notable, que les mots d'ordre du « Pouvoir des Soviets » fussent identiques à quelques changements près — mais en réalité les éléments sans-parti ont fait office de marche-pied, de gradin, de passerelle pour les gardes blancs. C'est inévitable, du point de vue politique. Nous avons vu les éléments petits-bourgeois, les éléments anarchistes dans la Révolution russe, nous les avons combattus pendant des dizaines d'années. ...Nous devons nous souvenir que la bourgeoisie cherche à dresser les paysans contre les ouvriers, qu'elle cherche à dresser contre ces derniers les éléments petits-bourgeois anarchistes sous le couvert de mots d'ordre ouvriers, ce qui entraînera directement la chute de la dictature du prolétariat, partant la restauration du capitalisme, de l'ancien pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes. Le danger politique est évident... (*Œuvres en* 45 *volumes. Tome* 32. *Editions sociales* 1962, *traduit sous la responsabilité de Roger Garaudy, pp.* 190, 191 *et* 192).

Lénine déclarera le 15 Mars à propos de Kronstadt que "là-bas, on ne veut ni les gardes blancs, ni notre pouvoir, et il n'y en a pas d'autre; et cette situation est la meilleure propagande en notre faveur et contre tout nouveau gouvernement".

C'est le démenti le plus formel de sa première thèse, et de tout ce qu'il avait dit précédemment à propos du complot des gardes blancs.

Qu'importe, la première version étant la plus efficace et la plus utile à ses fins, Lénine y reviendra souvent.

LE "CAS" TROTSKY

Trotsky était en 1921 Président du Conseil militaire de la République, et à ce titre supervisait toutes les opérations militaires menées dans le pays. Son attitude pendant les événements de Kronstadt lui valut une solide haine de la part des insurgés qui le traitèrent de "Feldmaréchal", de fusilleur.

Dans ses écrits postérieurs en U.R.S.S. et en exil, il fut assez discret sur cette question. Ce n'est qu'en 1938 lors de la commission international réunie pour étudier les origines du procès de Moscou que WENDELIN Thomas (un meneur de l'insurrection des marins allemands) lui demanda des comptes.

(1)

« ... Le soulèvement de Kronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois... Dans la longue liste des autres mouvements et soulèvements petits-bourgeois, Kronstadt ne se distingue que par un aspect plus sensationnel... durant le soulèvement, des proclamations furent lancées, la radio fut en action. Les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes, qui s'étaient hâtés d'arriver de Pétrograd, enrichirent le soulèvement de phrases et de gestes « nobles ». Tout ce travail laissa des traces sur le papier. A l'aide de ce matériel « documentaire », c'est-à-dire de fausses étiquettes, il n'est pas difficile de construire autour de Kronstadt, une légende d'autant plus exaltée qu'en 1917 le nom de Kronstadt fut entouré d'une auréole révolutionnaire.

... Parmi les marins de Kronstadt, il y avait 3 couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains avec un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la majorité intermédiaire, surtout d'origine paysanne, et enfin une couche de réactionnaires fils de koulaks, de boutiquiers et de popes.

... Si les marins de Kronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée Rouge, et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreuses provinces, les marins qui étaient restés dans le Kronstadt « en paix » jusqu'au commencement de 1921, sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de guerre civile, étaient en règle générale considérablement en dessous du niveau moyen de l'Armée Rouge et renfermaient un grand pourcentage d'éléments complètement démoralisés, qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs.

(2)

... A Kronstadt, garnison qui ne faisait rien et vivait sur le passé, la démoralisation avait atteint des proportions extrêmement importantes. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Pétrograd affamé, on examina plus d'une fois au bureau politique la question de savoir s'il ne fallait pas faire un « emprunt intérieur » à Kronstadt où il restait encore d'anciennes denrées de toutes sortes. Mais les délégués des ouvriers répondaient : « Ils ne nous donneront rien de bon gré. Ils spéculent avec le drap, le charbon, le pain. A Kronstadt, maintenant, la racaille a relevé la tête. » Telle était la situation réelle, sans les doucereuses idéalisations faites après coup.

... Ces messieurs (de la critique) n'ont pas la moindre notion des critères et des méthode d'une investigation scientifique. Ils citent les appels des insurgés comme des dévôts prédicateurs citent les saintes écritures. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tiens pas compte des « documents », c'est-à-dire de l'Evangile selon Makhno et autres apôtres. « Tenir compte » des documents ne signifie pas les croire sur parole.

... Seul un homme à l'esprit complètement creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Kronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'Etat.

... Si on ne se laisse pas tromper par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc. le soulèvement de Kronstadt n'apparait que comme une réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature du prolétariat

C'est précisément ce que signifiait le mot d'ordre de Kronstadt : :« les soviets sans les communistes », dont s'emparèrent immédiatement, non seulement les socialistes révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois (55).

... Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes pouvaient seulement servir de transition pour passer de la dictature prolétarienne à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs participants. Le soulèvement de Kronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire... Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Kronstadt proches ou lointaines, celle-ci signifiait au fond une menace mortelle contre la dictature du prolétariat. Est-ce que la révolution prolétarienne, si même elle avait commis une erreur politique (obstination à maintenir les méthodes du communisme de guerre) devait pour se punir elle-même, recourir au suicide ? »

... au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat et, par là même, les adversaires de la révolution (56).

Trotsky reprenait les ragots les plus éculés et les calomnies les plus basses afin de masquer la nature prolétarienne et révolutionnaire de l'insurrection.

Le mépris ostensible de Trosky envers ceux qu'il avait qualifiés lui-même de " gloire et fierté de la révolution" est le trait le plus remarquable de cette analyse.

Il s'attira une réponse cinglante d'ANTON Ciliga.

« ... La réponse de Trotsky à Wendelin Thomas montre que, malheureusement, Trotsky — qui est avec Staline, le seul des chefs d'Octobre qui soit encore en vie parmi ceux qui ont effectué la répression de Kronstadt — se refuse actuellement encore, à regarder le passé objectivement. Bien plus, dans son dernier article : « Beaucoup de bruit autour de Kronstadt », il élargit encore le fossé qui s'était alors creusé entre les masses laborieuses et lui ; il n'hésite pas, après avoir ordonné leur bombardement en 1921, à présenter aujourd'hui les hommes de Kronstadt comme « des éléments complètement démoralisés, des hommes qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs ».

Non ! ce n'est pas avec de telles accusations, qui puent la morgue bureaucratique à cent pas, que l'on peut apporter une utile contribution aux enseignements à tirer de la grande révolution russe.

... Pour ne pas nous contenter, comme Trotsky, de simples affirmations, soumettons aux lecteurs la résolution qui servit de programme au mouvement de Kronstadt...

... il n'y a pas de calomnie au monde qui puisse faire douter de la liaison intime existant entre cette résolution et le sentiment qui guidait les expropriateurs de 1917.

La profondeur des principes qui animent cette résolution se trouve montrée par le fait qu'elle est encore largement actuelle. On peut en effet, l'opposer aussi bien au régime de Staline de 1938 qu'à celui de Lénine de 1921. Il y a même plus : les propres exigences de Trotsky à l'encontre du régime de Staline ne sont que la reproduction, timide il est vrai, des revendications de Kronstadt. D'ailleurs quel autre programme quelque peu socialiste pourrait être opposé à l'oligarchie bureaucratique en dehors de ceux de Kronstadt et de l'Opposition Ouvrière ?

Le début de la résolution montre la liaison étroite qui existait entre les mouvements de Pétrograd et de Kronstadt. La tentative de Trotsky d'opposer les ouvriers de Pétrograd à ceux de Kronstadt afin de consolider la légende du caractère contre-révolutionnaire du mouvement de Kronstadt se heurte à Trotsky lui-même : en 1921, *Trotsky, en effet, plaidant pour la nécessité dans laquelle Lénine s'était trouvé de supprimer la démocratie au sein des soviets et du parti, accusait les grandes masses, dans le parti et en dehors du parti,* de sympathiser avec Kronstadt.

... L'assertion de Trotsky suivant laquelle « l'insurrection aurait été inspirée par le désir d'obtenir une ration privilégiée » *est encore plus effarante. Ainsi, c'est l'un de ces privilégiés du Kremlin, pour lesquels les rations étaient très supérieures à celles des autres, qui ose lancer un semblable reproche à des hommes qui, dans le paragraphe IX de leur résolution, réclamaient explicitement l'égalisation des rations ! Ce détail montre à quel point l'aveuglement bureaucratique de Trotsky est infini et désespéré.*

... tout ce qu'il y avait encore de socialiste et de révolutionnaire dans cette Russie de 1921, *c'était la base qui le possédait. En s'opposant à celle-ci, Lénine et Trotsky, d'accord avec Staline, Zinoviev, Kaganovitch et autres, répondaient aux désirs et servaient les intérêts des cadres bureaucratiques. Les ouvriers luttaient alors pour le socialisme dont la bureaucratie poursuivait déjà la liquidation. C'est le fond du problème* (57). »

Trotsky revint encore sur Kronstadt afin de tenter de dégager sa responsabilité personnelle dans la répression de l'insurrection :

« *... Souvarine, transformé de marxiste mou en sycophante enthousiaste, affirme dans son livre sur Staline que j'ai volontairement tû dans mon autobiographie la question de l'insurrection de Kronstadt : il y a des exploits dont il vaudrait mieux ne pas se glorifier, ironise-t-il.*

... En fait je n'ai pas pris la moindre part, personnellement, ni dans la lutte contre Kronstadt ni dans la répression qui l'a suivie. A mes yeux, ce fait n'a aucune importance politique. J'étais membre du gouvernement je considérais la répression nécessaire et par conséquent, j'en porte la responsabilité... la décision d'écraser l'insurrection par la force armée, s'il n'était pas possible d'amener la forteresse à la reddition, d'abord au moyen de pourparlers pacifiques, puis au moyen d'un ultimatum, a été prise avec ma participation directe. Mais après avoir pris la décision, je continuai à rester à Moscou et ne pris part ni directement, ni indirectement, aux opérations militaires. Ce qui s'est passé après la répression de Kronstadt est l'affaire exclusive de la Tchéka.

Pourquoi n'allai-je pas à Kronstadt personnellement ? La raison en était politique. L'insurrection éclata au moment de la discussion de ce que l'on a appelé « la question syndicale ».

1956 : LA CLASSE OUVRIERE HONGROISE se soulevait contre la bureaucratie stalinienne

C'était une véritable provocation et les manifestants réagirent en marchant sur les bâtiments de la Radio pour exiger que leurs revendications soient diffusées.

Geroé faillit se faire lyncher et la Police de Sécurité ouvrit alors le feu sur les manifestants.

Dans la soirée, les premiers combats éclatèrent dans Budapest. Les ouvriers et les étudiants se battent avec des armes de fortune contre les chars soviétiques mais bientôt le contingent hongrois fraternise avec les manifestants, leur distribue des armes et leur ouvre les arsenaux. Geroe affolé appelle au gouvernement Imre Nagy qui jouissait d'un relatif soutien populaire parce que les autorités l'avaient toujours tenu à l'écart durant la période stalinienne. Mais le prolétariat posait des problèmes de fond qu'un simple changement gouvernemental ne pouvait résoudre.

La bureaucratie du Kremlin se tint au début dans l'expectative comptant beaucoup sur la popularité de Nagy pour apaiser les masses et rétablir la situation. Elle n'interviendra qu'au moment où son hégémonie sera directement menacée, lorsque Nagy, sous la pression des Conseils, remettra en question le fondement de la sécurité dans le bloc « socialiste » : le traité de Varsovie. Le gouvernement semble céder et essaye de temporiser. Nagy promet l'évacuation des troupes soviétiques et appelle au gouvernement Bela Kovacs (ancien secrétaire du « Parti des Petits Propriétaires ») et Zoltan Tildy (ancien président de la république au lendemain de la guerre) jusqu'alors emprisonnés, mais les ouvriers ne se reconnaissent nullement en eux.

Le 24 octobre, des troubles éclatent en province et des Comités Révolutionnaires se créent dans les provinces de Borsod, Baranya, Vazsprem, Szatmar, Szaboles, Zala, Gyor, Soprom, Vas.

Des comités d'entreprise, des comités de quartiers fonctionnent dans la plupart des villes. Partout des comités se forment. On dénombre à Budapest : un comité pour une jeunesse libre, un comité des jeunes travailleurs de la capitale, un comité révolutionnaire des Universités de Budapest, et des comités regroupant sectoriellement toutes catégories socio-professionnelles (artistes, employés de bureau, vendeurs, etc.).

Le 26 octobre, le Comité Central du Parti des Travailleurs Hongrois emporté par la vague de fond qui secoue le pays est obligé de reconnaître les Conseils Ouvriers et d'approuver leur élection. Le 27 octobre Radio-Kossuth annonce que l'Association Nationale des Syndicats a décidé que les entreprises seront dirigées par les Conseils Ouvriers. Les directions politiques et syndicales ne peuvent que s'incliner devant les décisions de la base. Dans la nuit du 27 au 28 octobre la prison de Budapest est prise d'assaut et deux chefs de la police politique du régime Rakosi sont exécutés.

Le 28 octobre les divers comités tentent de se regrouper localement, régionalement et nationalement selon le principe fédératif.

Cette intense activité organisationnelle se développe simultanément aux actions de harcèlement menées contre les troupes russes qui quadrillent encore Budapest. Dans l'après-midi du dimanche 28 octobre Nagy annonce à la radio qu'il a ordonné aux troupes de cesser le feu. La ville est momentanément calme mais les soldats russes ne l'évacuent pas.

Le mardi 30 Nagy annonce la cessation du régime du Parti unique et dénonce le Pacte de Varsovie.

A partir du 1er novembre d'importants effectifs militaires soviétiques pénètrent en territoire hongrois et les combats reprennent dans Budapest.

La bureaucratie du Kremlin comprenant que le prolétariat n'accepterait aucun compromis a décidé d'intervenir. Imre Nagy est destitué et Kadar prend sa place. Kadar pour des raisons tactiques reconnaît les conseils ouvriers mais le prolétariat n'est pas dupe et réclame la réhabilitation de Nagy.

Le soutien que la classe ouvrière apporte à Nagy est explicable par le fait que celui-ci représentait une sorte de façade permettant d'éviter l'affrontement immédiat afin de se mieux préparer. Son rôle fut sensiblement analogue à celui que Dubcek tint en Tchécoslovaquie durant le « Printemps de Prague ».

Le 4 novembre, dans une déclaration, Kadar affirme que « la révolution avait des objectifs justes au début mais qu'elle s'était transformée en cours de route en contre-révolution » et utilisant l'alibi du péril « contre-révolutionnaire », la bureaucratie lance ses blindés contre les conseils en arme.

IV. La Kadarisation : la "restalinisation" de la Hongrie.

Cinq jours durant, avec un héroïsme dépassant toute imagination, les insurgés résistent à une armée qui dispose d'une puissance de feu écrasante. Ce n'est que le vendredi 9 que toute résistance armée cesse à Budapest.

Dans la semaine du 9 au 16 Kadar multiplie les appels à la reprise du travail, se faisant tantôt conciliant tantôt menaçant.

Le 13, il exige que les ouvriers élisent des conseils permanents pour remplacer ceux créés lors de l'insurrection et réitère la promesse que tout le pouvoir leur reviendra. Mais les ouvriers ne cèdent pas. Réunis en Assemblée Générale à Budapest, ils rédigent le 14 une liste de revendication en huit points :

1 Rappel de Imre Nagy ;

2° Epuration de la police et renvoi des services de sécurité de l'Etat ;

3° Libération de tous les insurgés arrêtés ;

4° Retrait des troupes soviétiques ;

5° Liberté de la radio et de la presse ;

6° Abolition du système du Parti unique ;

7° Certaines catégories acceptent de reprendre le travail (industrie alimentaire) ;

8° Reprise générale du travail si le gouvernement accepte ces revendications.

Le 15, le gouvernement accepte ces revendications non sans y avoir apporté quelques clauses restrictives.

En fait, 30 % des ouvriers seulement reprit le travail. Les ouvriers de Budapest prirent l'initiative de convoquer pour le 21 un meeting auquel les représentants de tous les conseils du pays seraient invités mais les troupes soviétiques en interdirent le déroulement.

Une délégation fut alors envoyée au gouvernement pour transmettre les cinq revendications suivantes :

1° Le gouvernement reconnait les conseils ouvriers comme le seul corps compétent représentant les intérêts des travailleurs dans les négociations ;

2° Le gouvernement s'engage à reprendre les négociations avec les conseils ouvriers, le 24 novembre au plus tard ;

3° Les huit points définis par les conseils seront la base des négociations ;

4° Le gouvernement remettra en liberté immédiate tous les prisonniers politiques et fera rentrer les déportés ;

5° Le gouvernement s'engage à informer la presse conformément à la vérité.

Il était également stipulé que si le gouvernement n'acceptait pas le premier point dès le 22 novembre, la grève reprendrait.

Créée en 1919 par le traité de Trianon qui sanctionnait l'éclatement de l'empire Austro-Hongrois, la Hongrie connut successivement l'écrasement de la République des Conseils par les puissances de l'entente, la dictature de type fasciste de l'amiral Horthy (1920-1944) qui engagea le pays aux côtés de Hitler dès le début de la guerre, l'occupation nazie lorsqu'un profond mouvement populaire essaya de détacher la Hongrie de l'alliance avec l'Allemagne et enfin la dictature italienne au sortir de la guerre.

L'action des conseils hongrois, en 1956, est d'autant plus exemplaire si l'on considère ce lourd passif et c'est un hommage que nous tenons ici à rendre à l'héroïque classe ouvrière hongroise qui unanimement se souleva contre les bureaucrates locaux et russes et combattit pour l'avènement d'un socialisme véritable.

I. La Hongrie sous la botte stalinienne (1945-1953).

Malgré ses faibles effectifs et une défaite aux élections de 1945 remportées par le « Parti des Petits Propriétaires » (paysans et petite bourgeoisie), le Parti Communiste prend le pouvoir avec l'appui des troupes soviétiques d'occupation.

La Hongrie n'échappe pas au procès de colonisation généralisée de toute l'Europe Centrale engagé par l'U.R.S.S. au lendemain de la guerre.

Victor Serge, dans un article recueilli dans sa brochure : « Le Nouvel Impérialisme russe », expliquait alors que : « La reconstruction de l'U.R.S.S. ne peut apporter aux populations un soulagement immédiat ou prompt que si elle se fait avec le concours d'industries étrangères, tout en échappant largement au contrôle des maîtres de ces industries qui pouvaient être tentés de poser leurs conditions. L'existence même du régime totalitaire ne permet évidemment pas d'envisager l'hypothèse la plus souhaitable d'une reconstruction générale, planifiée, de l'Europe entière par des démocraties du travail associées. La domination des industries de l'Europe Centrale permettrait, seule, au régime, de maintenir les populations sous une haute tension doublée de haute surveillance tout en leur assurant des avantages à brève échéance ». Un gouvernement fantoche totalement inféodé à la bureaucratie du Kremlin livre la Hongrie au pillage systématique de son économie.

L'U.R.S.S. réclame à la Hongrie au titre des « réparations de guerre » l'équivalent de 200 000 000 de dollars. Elle entreprend pour se « dédommager » le démontage des principales installations industrielles hongroises et leur reconstruction en U.R.S.S. ; elle majore de 20 % les prix des produits soviétiques destinés à la Hongrie et diminue de 20 % ceux des produits hongrois exportés en U.R.S.S.

En 1946, 85 % de la production totale est destinée à l'U.R.S.S. L'intérêt de la Hongrie est totalement sacrifié ainsi, lors de la rupture entre Staline et Tito en 1948, la Hongrie est obligée de respecter le blocus économique de la Yougoslavie décrété par Staline alors que la Yougoslavie absorbait le cinquième des exportations hongroises.

La nécessité d'accroître la production industrielle entraîne une forte concentration démographique dans les villes. La main-d'œuvre est puisée dans les milieux ruraux ce qui provoque une anémie totale de l'agriculture. En 1947 une partie de la moisson est perdue faute de moissonneurs alors que le ravitaillement des villes est extrêmement déficient.

La condition ouvrière est désastreuse. De 1939 à 1953 la population ouvrière est passée de 30 à 39 % de la population totale. La catégorie des ouvriers industriels est passée dans le même temps de 750 000 à 1 200 000. Cette affluence de travailleurs dans les villes provoque en plus des problèmes de ravitaillement, une grave crise du logement (bidonvilles).

Les cadences de travail sont accrues et le salaire est calculé sur le rendement dans la plus pure tradition stakhanoviste. La journée de travail est au minimum de 10 heures et des amendes pouvant aller jusqu'à 15% sont prélevées sur le salaire lorsque le rythme de production n'est pas respecté. Certains ouvriers jugés trop peu productifs furent même condamnés à des peines de prison.

Sandor Gaspar, président des syndicats écrivait, en 1947, dans « SZABAD NEP » : « Nous avons atteint le point où le salaire de base atteint 55-60 % de la paye ouvrière seulement ; le reste provient de bonus, heures supplémentaires, etc. ». Le directeur est le seul chef responsable de l'entreprise et fait régner une discipline de fer dans l'usine. Les syndicats sont de simples rouages de l'appareil bureaucratique. Le Pouvoir utilise tous les moyens coercitifs mis à sa disposition : Outre les forces soviétiques stationnées dans la ville on compte, seulement à Budapest, plus de 10 000 agents de la police politique du Parti, en 1953.

A la même date, on recensait quelque 150 000 Hongrois dans les camps de concentration.

Le culte des dirigeants et de l'infaillibilité de Staline est obligatoire aussi dans les écoles, professeurs et élèves doivent se lever lorsque quelqu'un prononce le nom de Staline.

II. La "déstalinisation" (1953-1956).

La mort de Staline (mars 1953) inaugure une période de troubles tant en U.R.S.S. que dans les républiques dites « populaires ».

A Berlin Est, des grèves et des révoltes éclatent. A Vorkouta, Norilsk, Kingur des révoltes se déclenchent dans les camps de travail forcé.

A Poznan en Pologne des émeutes se déroulent.

Les Baltes et les Ukrainiens redoublent d'activité contre l'impérialisme grand-russien.

Le discours de Khrouchtchev prononcé à la tribune du XX' Congrès du P.C.U.S. marque un tournant dans la mesure où il autorise la critique du dieu Staline.

Les intellectuels les premiers ouvrent le feu en dénonçant dans la presse bien plus que Staline lui-même les institutions mises en place durant son règne. Les bureaucraties hongroises sont obligées de suivre le mouvement infléchi par Moscou ainsi doivent-ils abjurer celui qu'ils glorifiaient. Plus personne n'est stalinien !...

L'échec patent de la planification économique provoque une crise qui dépasse de loin les affrontements idéologiques entre les partisans de la priorité à l'industrie lourde et ceux de l'amélioration de l'industrie des biens de consommation. Le problème qui est posé est celui de la PLANIFICATION AUTORITAIRE elle-même.

Peu à peu les grèves se multiplient et se durcissent et des organismes autonomes se constituent parallèlement aux organismes économiques officiels.

— Les Paysans détruisent les Kolkhoses et les coopératives d'état et assurent eux-mêmes la ditribution des denrées produites ;

— Les ouvriers organisent la production passant outre aux normes établies par les bureaucrates du Plan. La liberté d'expression et d'association devient une revendication prioritaire et immédiate.

III. L'insurrection (23 octobre 1956).

Tout commença le 23 octobre 1956 par une manifestation de solidarité avec les travailleurs polonais (révolte de Poznan) organisée par le Cercle Petoefi (association d'étudiants et d'intellectuels).

Cette manifestation d'abord interdite par le gouvernement puis autorisée sous la pression populaire fut soutenue massivement par la classe ouvrière. Elle se déroula dans le calme jusqu'au moment où Geroe, le secrétaire du « Parti des Travailleurs » (P.C. hongrois) dans une allocution radiodiffusée réaffirme l'amitié indéfectible russo-hongroise et dénonce les « fauteurs de troubles ».

Encore une fois Kadar accepta mais à cette date, les jeux étaient déjà faits. La tactique du gouvernement consistait à gagner du temps en faisant des concessions de façon à laisser agir la « politique de la faim ». C'est cette même tactique que le gouvernement Gierek appliqua en Pologne, en janvier 71.

Kadar maintint ainsi une sorte de statu-quo entre les conseils et le Parti jusqu'en décembre puis progressivement les conseils et les syndicats libres créés pendant la révolution sont décapités, les travailleurs et les étudiants les plus combatifs sont arrêtés et déportés, la presse révolutionnaire et oppositionnelle est muselée, l'autorité du Parti est rétablie. Imre Nagy kidnappé par les Russes est assasiné. De nouveau la nuit tombe sur la Hongrie.

V. Les Conseils.

La révolution hongroise a confirmé que le conseil était la structure organisationnelle de base que le prolétariat se donnait spontanément en période révolutionnaire.

Chaque grande expérience historique du prolétariat coïncide avec la formation de conseils : Russie 1905, 1917 ; Allemagne 1918 ; Italie 1921 ; Catalogne 1937 ; Berlin Est 1953 ; Budapest et plus récemment Irbih, 1970, et Gdansk-Gdynia, 1971, car le Conseil, ainsi que l'explique Pier Carlo Masini dans son étude sur le mouvement conseilliste italien (Anarchici e comunisti nel movimento dei consigli a Torino.") « représente la préfiguration effective de la société socialiste ; le mouvement des conseils constitue le processus de formation moléculaire de la société socialiste ».

Dès le début, les conseils hongrois ont posé de façon radicale le problème du pouvoir ouvrier en déniant aux bureaucrates et au Parti le moindre droit de les représenter.

Inconsciemment le prolétariat hongrois retrouvait des formes de luttes libertaires et postulait le principe de la gestion directe de l'entreprise alors qu'il n'y eut jamais à proprement parler de traditions anarchistes profondément ancrées dans ce pays. On sait grâce à un correspondant Yougoslave du journal Vjesnik de Zagreb qui se trouvait alors à Szeged que les représentants des Conseils ouvriers de cette ville, réunis le 28 octobre, adoptèrent une résolution dont les termes principaux étaient :

— Remplacement des autorités locales staliniennes.

— Application de l'autogestion ouvrière et

— Départ des troupes russes.[1]

Nous devons encore souligner que lors de la tentative de coordination nationale de l'action des conseils ouvriers, le principe Fédératif fut spontanément adopté par tous les conseils.

La révolution hongroise sauvagement étranglée par l'Armée Rouge et hystériquement calomniée par les crapules staliniennes du monde entier (Etienne Fajon écrivait encore en 1964 dans un opuscule désolant de bêtise et de platitude[2] : « [...] Deux semaines auparavant, une émeute contre-révolutionnaire, inspirée par les puissances impérialistes, avait éclaté à Budapest, capitale de la Hongrie socialiste. Les fascistes hongrois assassinaient les militants communistes, saccageaient et pillaient. Aidé par l'Union Soviétique conformément au traité de Varsovie, le gouvernement ouvrier et paysan met les factieux à la raison » [sic !]) était par son orientation sans équivoque une révolution prolétarienne.

Les conseils ouvriers, la démocratie ouvrière et le droit de grève

« Le Conseil de la Présidence a promulgué un décret sur les conseils ouvriers, long de plusieurs pages. Nous saluons ce décret, bien que nous ayons à émettre certaines observations.

« Les conseils ouvriers, nés de la révolution, ont comme mission de réaliser la démocratie dans le vrai sens du mot : la gestion directe des entreprises appartenant au peuple. A maints égards, le décret exprime ce principe. Toutefois, sous certains aspects, il ne le reconnait pas. Nous pensons notamment à la désignation et au renvoi des directeurs.

« Ce sont les syndicats libres qui ont lancé l'idée de la nécessité de créer des conseils ouvriers ; et les syndicats libres sont des organismes qui doivent défendre les intérêts des ouvriers. Ils ont même élaboré un projet concernant les méthodes et les attributions des conseils ouvriers, et les principes de leur organisation.

« Il est regrettable, et dans ce domaine les syndicats sont à blâmer eux aussi, qu'on n'ait pas publié ce projet, qui diffère du décret sur certains points, et qui est considérablement plus généreux au sujet des droits des conseils ouvriers.

« Il faut donner aux ouvriers le sentiment que les conseils ouvriers sont leur bien, et que tous les problèmes, y compris l'engagement et le renvoi des directeurs, sont résolus d'une manière satisfaisante.

« La question des grèves est totalement différente, c'est une affaire d'une autre nature. De nombreuses objections ont été transmises aux syndicats libres, comme aussi à notre rédaction du fait que le décret sur les conseils ouvriers ne garantit pas le droit de grève.

« Ces objections correspondent au fait qu'une question d'importance capitale n'a pas été tirée au clair. Le décret le plus parfait et le plus démocratique sur les conseils ouvriers ne garantira jamais le droit de grève, et cela pour la simple raison que le droit en question n'a aucun rapport avec les conseils ouvriers. Ceux-ci remplissent les fonctions de la direction commerciale de l'entreprise ; le droit de grève, lui, est une forme particulière de la défense des intérêts, qui est une activité syndicale.

« L'idée de la grève, depuis qu'elle existe, en n'importe quel lieu, en n'importe quel pays du monde, a toujours été liée aux syndicats. Cela est vrai même pour la grève employée comme moyen politique.

Nous voulons qu'à travers les conseils ouvriers, les salariés deviennent, et pas seulement en apparence, les maîtres des usines. Nous voulons qu'ils en soient des maîtres plus qualifiés, plus consciencieux et plus capables que ne le furent les capitalistes autrefois. Mais le monde n'a jamais vu de patron, capitaliste ou autre, qui ait garanti le droit de grève. Il importe de constater en revanche que le patron, le propriétaire de l'entreprise, même s'il s'agit des ouvriers eux-mêmes, devrait être contrôlé par un organisme dont la tâche essentielle serait de veiller à la protection des intérêts ouvriers. Cela, c'est la mission du syndicat. Si les syndicats estiment que les autres méthodes de lutte sont insuffisantes, ils lancent l'appel à la grève. »

Extraits de l'article paru, le 24 novembre, dans le quotidien « *NEPAKARAT* ».

Annexe 4

TCHECOSLOVAQUIE

1968 - 1969

PRAGUE :
la révolution des conseils ouvriers

LES CONSEILS EN TCHECOSLOVAQUIE

Le mouvement le plus important de revendication et de transformation de la classe ouvrière Tchécoslovaque est celui des années 1968 -1969, plus connu osus le nom de "Printemps de Prague", pour sa première phase (1° semestre 1968) mais peu connu dans les developpements ultérieurs qui ont eu lieu malgré l'invasion par les chars russes et chars des autres pays de l'Est au 21 août 1968.

1) LES GRANDES LIGNES DU MOUVEMENT DES CONSEILS /

Le mouvement populaire qui a enclenché "le printemps de Prague" est né "SPONTANEMENT" AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE et plus précisément ses premières apparitions formelles au sein des syndicats (R.O.H.). Mais cette naissance "spontanée" a été longuement préparée par une sensibilité libertaire et conseilliste historique de la classe ouvrière tchécoslovaque, forte en 1945 et 1946, et une activité socialiste libertaire souvent méconnue et fortement réprimée par les régimes staliniens et léninistes, notamment ous le gouvernement Novotuy.

Ce mouvement "spontané" a dû tenir compte à la fois des rapports de force sociaux, en particulier du poids de la bureaucratie d'Etat et de l'appareil de P.C.T., et a donc évolué PROGRESSIVEMENT DE REFORMES EN RADICALISATIONS, de conceptions léninistes vers leur socialisme démocratique.

Le mouvement a, en premier lieu, recherché une cohérence et une unification entre la "DEMOCRATIE DANS LES USINES" et la DEMOCRATIE POLITIQUE, celle-ci a été très vite stoppée par l'invasion soviétique mais a aussi entraîné une radicalisation du mouvement des CONSEILS DANS LES UNITES PRODUCTIVES : les conseils ont gagné les paysans et les employés, les conseils ont créédes organes de coordination non dirigistes tels le "Centre Consultatif National des Conseils".

Signalons aussi que ce mouvement a été implusé par une unionhistorique de l'union des ouvriers (R.O.H.) de l'union des étudiants (SV.S) et de l'union des écrivains comme sous l'union des 3 svazy.

2) LA FONCTION DES CONSEILS EN TCHECOSLOVAQUIE :

Dans les circonstances historiques de la Tchécoslovaquie en 1968-69, et du fait du coup d'arrêt porté au processus politique de démocratisation par les chars des régimes léninistes, les conseils n'ont eu de manière générale, qu'une FONCTION DE GESTION, voire meme seulement de CONTROLE des lieux de production. Ce mouvement est resté en fait très ambigü et incimplet.

Les objectifs initiaux étaient de desserrer l'emprise de l'Etat sur les entreprises de production. Cemouvement visaist donc une sorte de COGESTION qui visait à responsabiliser les ouvriers (ce qui devait permettre une amélioration de la productivité)tout en préservant le pouvoir des directeurs et technocrates. Il cherchait donc

à charger les responsabilités de gestion, c'est à dire de faire des "ouvriers co-entrepreneurs" sous le contrôle et dans le cadre fixé par le parti.

Ce mouvement d'autonomisation des entreprises au travers d'une gestion démocratique et d'un renouveau de l'esprit "d'entreprise" s'est formalisé par des COMPETENCES SPECIALISEES PARTIELLEMENT EN LIMITEES AU LIEU DE TRAVAIL des conseils. Dans les faits, au début de 1969, les conseils ouvriers exerçaient un droit de contrôle sur la gestion LAISSANT (suite mouvement) EN DEHORS L'EXERCICE DES DROITS DE PROPRIETE ET DE FIXATION DES COEFFICIENTS GLOBAUX DE REPRODUCTION : l'etat a droit de véto sur les décisions , le conseil ne comprenait parfois qu'une minorité de travailleurs de l'entreprise (33%)/

Il faut toutefois reconnaître L'AVANCEE que représentaient ces mesures pour la classe ouvrière, ne serait-ce que par les nouvelles possibilités de CHOIX DES EMPLOIS ET DU TRAVAIL, de libertés d'EXPRESSION et de reconnaissance des NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES USAGERS.

3) FONCTIONNEMENT DES CONSEILS :

Les conseils des travailleurs sont des organes LIBREMENT ELUS à mandats courts, par l'assemblée générale des travailleurs. Cette organisation, novatrice dans un pays sans libertés d'expression ni de vote, a reflété les ambiguités du mouvement : [illegible] des conseils montraient une sous-représentation [illegible] au profit des spécialistes, cadres, techniciens, sous-représentation accentuée par la possibilité d'appel à des "personnalités extérieures", membres de l'appareil d'etat et du parti ou technocrates.
[illegible] DES TRAVAILLEURS élisait donc des CONSEILS DE TRAVAILLEURS, totalement ou partiellement composés de délégués des travailleurs mandatés pour une durée déterminée (3ans renouvelable une fois)

4) LES MOUVEMENTS OUVRIERS ET L'INFLUENCE COMMUNISTE-LIBERTAIRE

(suite) [illegible] qu'elle soit des grands centres industriels [illegible], a toujours poussé à la radicalisation [illegible] mouvement et à la démocratisation du processus.

L'influence communiste-libertaire, non formaliste dans un mouvement sortant tout du cerceau social et policier qui pesait sur le peuple, notamment pendant et après l'occupation soviétique (1956 puis 1968); est apparu au grand jour en de multiples occasions, notamment au travers de lettres et articles de presse essentiels du mouvement, comme ceux de Miklos Haraszti (journaliste hongrois), de Chalmpacky (journalisty) ou de Rudolf Slansky (tchèque).

Les traditions révolutionnaires et conseillistes du prolétariat russe et européen (URSS? Allemagne, Hongrie, Bohême, Yougoslavie) de mouvement a démontré les limites du processus et pesé activementà son dépassement et à son [illegible]. Les limites posées sont :

- la limitation au domaine productif : l'autogestion dans les entreprises est délibérément freinée et limitée par l'appareil en place, mais aussi par les "sociaux-démocrates" de [illegible]. L'exemple Yougoslave est ici intéressantà [illegible]

- l'inscription du processus DANS le cadre de la planification nationale et des directions du pouvoir qui garde le droit collectif de propriété, source du pouvoir

(cf MARX), c'est ce cadre qui aboutit à l'annulation et à la récupération du mouvement conseilliste polonais de 1956-57.

- La limitation des pouvoirs décisionnels, voir leur simple transformation en avis consultatifs ou en pouvoir de contrôle, des conseils ainsi privés de sens.

- la faiblesse des garanties de représentativité, notamment de la classe ouvrière : le pouvoir laissé aux cadres et spécialistes des entreprises, dans des buts de "gestion efficace"; insuffisamment contrôlés par les Assembléees Générales, voire le pouvoir laissé aux"personnalités extérieures" qui pouvaient représenter jusqu'à 65% des membres du conseil, ont contribué au détournement et à l'écrasement du mouvement, intervenu définitivement en février-mars 1969 sous la pression conjuguée des troupes d'occupation (après le prétexte de vitrines brisées du siège de Aeroflot)du parti (équipe Husack)et des technocrates (assemblée des directeurs d'usine), quelques jours avant le vote des lois officialisant les conseils.

- la difficulté du contrôle des conseils par les Assemblées Générales dans des grandes unités industrielles (les "petites entreprises comptent 3000 salariés...) et surtout par l'irrévocabilité dans le durée des mandats fixée entre 3 et5 ans. Après quelques mois d'expérience, les radicaux denonçaient déjà les autogestionnaires professionnels, souvent cadres ou notables, qui détournaient le mouvement sous prétexte de continuité. Là aussi, l'exemple pionais de 1956 est éclairant.

CONCLUSIONS POUR LES "CONSELLISTES" TCHEQUES et POUR LA CLASSE OUVRIERE

Les "consellistes Tchèques au départ ont donc très vite vu les limites du seul consellisme et évolué vers le communisme libertaire. Les principales conclusions qu'ils en ont tiré (cf : articles précedemment cités)sont :

-A- la necessité d'abolir réellement le monopole de l'appareil de l'état et de ses représentants concrets, sur l'exécution de la fonction de propriétaire ; c'est à dire d'abolir le monopole du pouvoir de l'état par la décentralisation vers les collectifs de travailleurs exerçant le droit de propriété de la société.

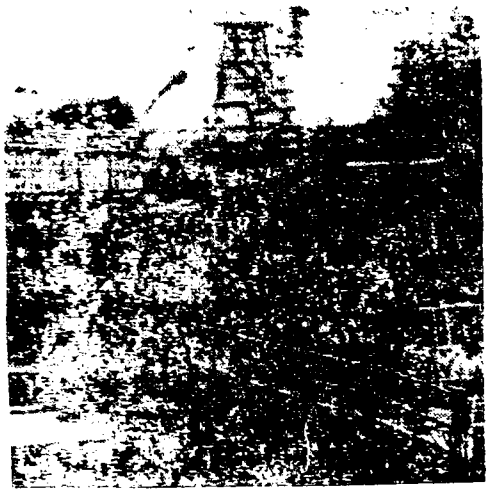
-B- La necessitéd'élargie le processus de prise en charge au-delà des entreprises à toutes structures de vie quotidienne et "hors travail".

-C- la necéssité de sortir du cadre pré-établi de de l'appareil de l'etat, de la planification démocratique et concertée relevant du processus de regroupement et discussion de propositions de délégués mandatés.

-D- La necessité d'établir une réelle démocratie ouvrière garantissant la représentativité des délégués, leurs responsabilités quotidienne etimmédiates devant les Assemblées générales (donc, leurs révocabilité à tout moment) et leur appartenance directe aux processus de production (pour les usines) ou à l'usage (pour la section extrème). Le problème de l'éfficacité de gestion et de la "continuité" ne peut être assuré qae par des techniciens responsables devant les conseils ou, en cas de conflit, devant les Assemblées Générales.

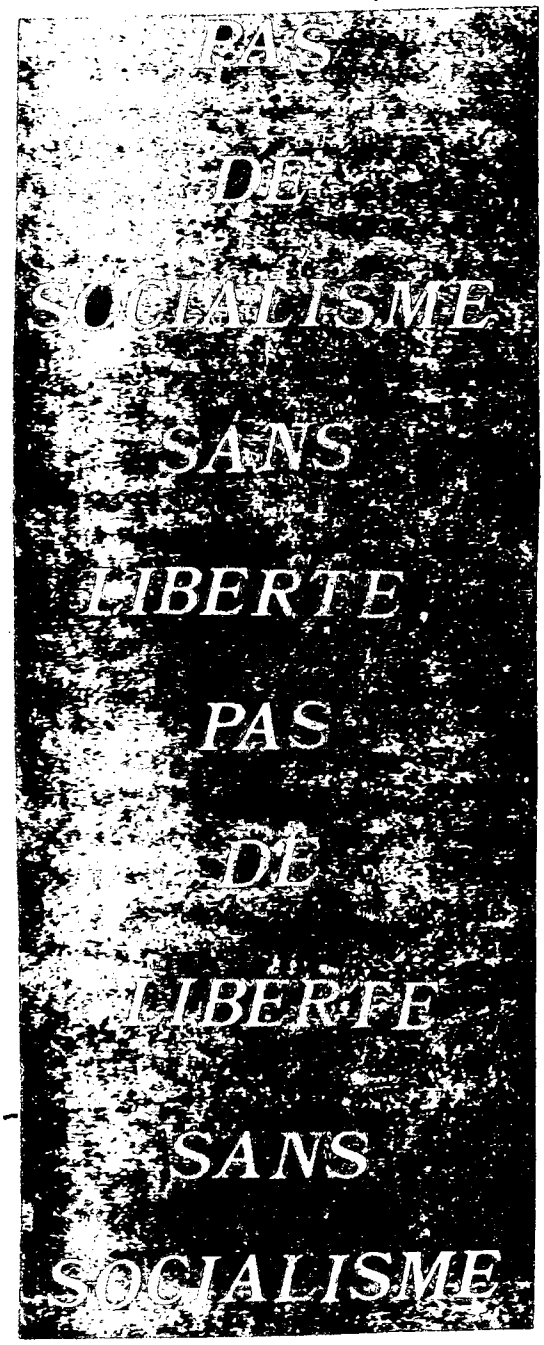
Aujourd'hui, la charte 77 et les mouvements populaires de Blésie, Bohême et Morani (sept - oct 80) en sont la continuité.

SOURCES - Prague, La révolution des conseils ouvriers 1968 1969 JP Faye Seghers, Paris 1978
- Ecrits à Prague sous la Censure août 1968, juin 1969 Pierre Broné E.D.I., Paris 1973
- Articles du Monde et Libération de 1968 et 1978



la colère ouvrière contre le capitalisme d'Etat

POLOGNE 70 71



Ce texte vise principalement à développer l'analyse du capitalisme d'état et de l'organisation de la lutte des travailleurs dans leurs combats de classe. Ilest d'autant plus intéressant qu'il peut plus facilement peut-être permettre de comprendre les événements polonais de 80, et permettra, tout au moins nous l'espérons, de les situer dans un contexte de luttes plus large et plus global.

I/CONTEXTE HISTORIQUE GENERAL

-de 1919 à 1939,l'état polonais existe de par le traité de Versailles mais on constate un exode important vers l'ouest;
-de 1939 à 1944,deuxième guerre mondiale:la Pologne est occupée par les Allemands à partir de 1941;

1944 à 1947,la Pologne est pillée économiquement par l'URSS mais essaie de redresser son économie;en juillet 1947,la Pologne veut participer au Plan Marshall mais l'URSS intervient et affirme son hégémonie sur les "Pays de l'Est";
-de 1947 à 1953,un etat de tutelle se met en place et le P.C.d'Union Soviétique(PCUS)impose sa domination sur les PC nationaux;
-en mars 1953,Staline meurt.
-en février 1956,Kriutchev annonce la déstalinisation(XX°Congrès du PCUS);cela entraine des répercussions importantes en Pologne,d'autant que la période correspond à une forte exploitation des travailleurs et à des frictions dans les rouages du Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP);
-en juin 1956,l'explosion de Poznan amorce des luttes ouvrières très importantes qui sont brutalement réprimées;après le retour de Gomulka (octobre 1956)au pouvoir,des "Conseils Ouvriers" sont créés par"en haut" ,sans pouvoir politique réel,et les syndicats sont réformés par la même occasion;
-de 1956 à1958,l'URSS assouplit et modère l'exploitation économique de la Pologne(partage plus équilibré de la récupération de surtravail entr l'Etat soviétique et l'Etat polonais)sans que la classe ouvrière polonaise n'en profite;
-de 1958 à 1960,tout est "remis en place",à l'exception de la collectivisation des campagnes,notamment la primauté indicutée du Parti:le niveau de vie des ouvriers baisse de nouveau;

1960 à 1970,la situation de la Pologne est relativement instable et voit l'opposition de deux tendances:

°l'une privilégie les liens avec l'URSS et défend le statu quo antérieur;

°l'autre cherche à promouvoir des réformes;

Le point culminant de ce conflit et de cette montée de revendications se situe en mars 1968 où la révolte étudiante est d'abord coupée du mouvement ouvrier,puis écrasée.

Cette décénie ,qui voit la situation économique et sociale du prolétariat se dégrader progressivement,prépare et débouche sur les mesures et restrictions draconniennes qui constituent l'étincelle des évènements de décembre 1970.

2/SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU PROLETARIAT

La situation du prolétariat polonais en 1970 pourrait se résumer par cette devinette qui courrait en Pologne à l'époque:

"Qui est le plus malheureux en Pologne?"

"L'éboueur,car il n'a rien à voler!"

Il serait important de développer ce thème,car c'est cette situation économique désastreuse pour le prolétariat qui engendre la révolte de 1970;nous reprendrons simplement ce que disait un ouvrier en décembre de la même année:

"On vit au jour le jour,comme on peut;c'est à toi de t'arranger."

"Tout le monde sait ici que les salaires mensuels prévus par les"

"planificateurs suffisent à peine pour les vingt premiers jours du"

"mois:de quoi vivent les gens,les jours restants?"

Il faut dire que 80% des ouvriers gagnent alors entre 350F Et 400F mais que beaucoup de salaires descendent jusqu'à 200F par mois;pour gagner 350F mensuellement,un ouvrier doit travailler 12 heures par jour.Mieux!En décembre 1970, le gouvernement décide d'augmenter les normes de travail et de production de 17% tandis que les denrées alimentaires voient leurs prix augmenter parfois d'un tiers(pâtes +15%;viandes +20%;CHINDOUX et graisses +33%);

Ces éléments expliquent en partie les évènements insurrectionnels de décembre,développés ci-après.

LES EVENEMENTS:

1) GDANSK.

Pourquoi le mouvement ouvrier s'est-il déclenché à Gdansk?Ce n'est pas nous semble-t-il un hasard,le port polonais réunissant à lui seul plusieurs facteurs et conditions favorables: _port ouvert vers l'extérieur

_conditions de vie et de travail très mauvaises(augmentation des cadences

_hausse des prix

_les ouvriers polonais travaillent à 30% pour l'URSS.

Tout commence le 13/12/70 par l'annonce à la T.V et à la radio d'une hausse des prix de 30% de certains produits alimentaires de base.Ce n'est plus supportable.Aussitôt 2sections du port se mettent en grève.Le 14/12/70,3000 personnes se mettent en grève,se réunissent.Les dirigeants de ce meeting apparaissent spontanément, bien que l'auto-organisation ait été faible en ce début de la lutte.

1)Manifestation:son but?Le siège du parti,ce qui est important car c'est le symbole de la direction du Parti c'est là que se prennent les décisions,que se trouvent les responsables.

2)CASSURE OUVRIERS-ETUDIANTS:les ouvriers vont chercher les étudiants qui ne suivent pas.

3)Le cortège se dirige vers la T.V,lieu symbolique car les mass-medias peuvent jouer un rôle très important dans l'extension du conflit;dans le contexte répressif et policier de l'état polonais

Mais Echec.

Ces échecs ne sont pas l'effet du hasard.Les revendications ouvrières premières ne sont pas politiques dans unpremier temps mais très liées aux conditions de travail des ouvriers donc ne sensibilisent pas les étudiants.

EN 70,les OUVRIERS SONT DONC SEULS DANS LEUR COMBAT DE CLASSE.

4)On passe à des affrontements devant le siège du parti.Les ouvrires passent alors à des formes de luttes plus dures et recherchent des armes.On assiste aussi au pillage de biens de consommation qui leur font cruellement défaut.

Le I5/I2/70,extension des grèves,avec guérilla urbaine et incendie du comité régionnal.Les ouvriers,à ce moment sont maîtres de Gdansk,la milice et l'armée étant surprises. Cependant,en milieu de journée,on passe au stade "supérieur" l'armée et la milice reçoivent l'ordre de tirer:les combats sont très durs.Le couvre-feu est décrété à I8 H.Bien que des combats continuent dans la ville,on arrive à une phase importante du mouvement:

Les ouvriers se replient dans les usines.

IMPORTANT car elle va permettre au mouvement ouvrier de passer de la simple révolte à des structures de luttes plus organisées.C'est assi à ce moment que l'on voit apparâitre des REVENDICATIONS POLITIQUES,dans la pétition des chantiers du nord/

:----Reconnaissance du comité ouvrier
:----Punition des responsables de la situation économique misérable
:----Augmentation des salaires de 30%
:----Annulation de la hausse des prix
:----Amélioration des conditions de travil.

Bien qu'à l'état d'ébauche,il s'agit de la première revendi--cation d'ordre politique Nous verrons une forme plus avancée à SZCZECIN.

On peut par ailleurs noter l'importance que cette phase revendicative a eu aux yeux des dirigeants polonais à la repression qu'elle a entainé.Le parti,face à ces revendications politiques,n'accuse plus maintenant les voyous ou les bandits. On a unPARTI QUI RECONNAIT QU'IL N'EST PLUS OUVRIER,par ses déclarations qui suivent l'apparition de la formation de réels conseils ouvriers,ne limitant plus leur rôle à un simple rôle de gestion.Les hauts dignitaires de l'état et du parti

reconnaissent ainsi que des OUVRIERS sont amenés à LUTTER CONTRE L'ETAT"SOCIALISTE".Une classe ouvrière d'exploités se lève contre une classe dominante.

Onconstate cependant à Gdansk que ce mouvement n'a été que le détonateur des événements de 70,et le conflit s'étend dès le I5/I2/70 à Gdynia,port proche de Gdansk. Le retard de 3 jours dans le conflit va néanmoins permettre au pouvoir d'organiser sa répression de manière plus "efficace",les affrontements faisant plusieurs morts. LE MOUVEMENT S'ETEND DANS L'ENSEMBLE DE LA POLOGNE,et c'est toute une classe ouvrière qui entre en lutte, unifiée par la même attaque du pouvoir contre ses libertés et conditions de vie les plus élémentaires. Les villes ou s'étendent les luttes sont surtout:

Bialystok,Elbag,Kattowice,Koszalin,Krakov,
Wroclaw,Lodz,Poznan,Splusk,Varsovie.

Il semble cependant intéressant de s'attarder un peu sur SZCZECIN, ville de 300.000 habitants,ou est apparue une forme de lutte plus radicalisée et qui a pu déboucher sur l'établissement d'un cahier de revendications et ou les formes d'auto-organisation ont été plus claires et plus poussées qu'ailleurs.

SZCZECIN

Au contraire de ce qui s'est passé à Gdansk et à Gdynia,une assemblée élit tout de suite un comité ouvrier et l'assemblée établit le catalogue de revendications suivant:

1) Nous demandons la démission de l'actuel Conseil central des syndicats qui ne défend jamais les intérêts de la classe ouvrière;

2) nous demandons des syndicats indépendants qui défendront et soutiendront la classe ouvrière;

3) nous demandons le retour des prix des denrées alimentaires au niveau d'avant le 12 décembre 1970;

4) nous demandons une augmentation des salaires de 30%;

5) nous demandons le paiement du salaire normal pendant la durée de la grève;

6) nous demandons le remboursement aux travailleurs de toutes les pertes qu'ils auraient subies par suite de la grève, et notamment le paiement de réparations à toutes les familles dont des membres ont été tués ou blessés au cours des troubles;

7) nous demandons que tous les travailleurs arrêtés par suite de la grève soient libérés et qu'aucune poursuite ne soit exercée contre eux ni aucune représaille au travail;

8) nous demandons qu'aucune répression judiciaire ou dans le domaine de l'emploi ne soit dirigée contre les membres du comité de grève ou les grévistes;

9) nous demandons qu'il n'y ait aucune ingérence des forces armées dans les entreprises et ne permettrons pas à l'armée de s'abaisser et de porter atteinte à son honneur en affublant la police d'uniformes militaires;

10) nous demandons l'abrogation du décret du 17 décembre 1970 relatif à l'emploi d'armes;

11) nous demandons le châtiment de tous ceux coupables d'avoir massacré des travailleurs luttant pour leurs droits fondamentaux et ne permettrons pas qu'on tire sur des ouvriers sans défense;

12) nous exigeons le châtiment, sans égard pour leur rang dans le Parti ou le gouvernement, de tous ceux qui sont responsables de la crise économique de notre pays;

13) nous demandons que la presse, la radio et la télévision ne traitent pas les travailleurs de voyous et que ceux qui l'ont fait soient punis;

14) nous demandons que le traitement des employés du Parti et du gouvernement soient restreints et comparables aux salaires moyens pratiqués dans l'industrie;

15) nous demandons que les prix des repas dans les cantines de la police et du Parti soient aussi élevés qu'ils devraient l'être, conformément aux prix pratiqués dans l'ensemble du pays;

16) nous demandons l'établissement de conditions propres à promouvoir la construction de logements et leur juste répartition sans égards ni privilèges pour certains groupes sociaux;

17) nous demandons que l'appareil administratif soit réduit à des proportions raisonnables;

18) nous demandons que le blocage des communications téléphoniques avec Szczec soit levé;

19) nous demandons d'être informés correctement par la radio, la télévision et la presse, de la situation économique et politique du pays;

20) nous demandons que les membres de la Diète pour la province de Szczecin le général Jaruzelski en tête, viennent nous voir en vue d'examiner nos justes revendications fondamentales;

21) quand nos revendications auront été satisfaites et que les autorités les auront fait connaître par la radio, la télévision, la presse, nous reprendrons le travail

22) Après avoir eu satisfaction, nous reprendrons le travail

On dépasse ici les revendications de GDANSK qui s'en tenaient principalement à la punition de responsables .... et l'on passe au problême politique de fond qui est la création de SYNDICATS LIBRES(2).

Ce que l'on peut remarquer, c'est que dans la de Szczecin, l'action ouvrière paraît donc avoir conduit à ce moment à la constitution d'organisme qui, s'ils ne sont pas l'émanation directe des ouvriers, sont sous leur contrôle, puisqu'ils peuvent immédiatement les désavouer, ce qui n'est pas bien sûr le cas avec les structures syndicales pré-existantes.

Le pouvoir ouvrier était donc limité mais réel et ce fait explique peut-être aussi la raison pour laquellele conflit a duré assez longtemps et il faudra attendre la venue de Gierek (nouveau au pouvoir) pour assister à un tassement des luttes et une reprise en main du pouvoir par le parti et la classe dirigeante.

.....

Dans les semaines qui suivent cette révolte,il y a un élargissement des revendications.Ainsi peut-on lire dans un journal yougoslave l'intervieuw suivant:

« Cinq semaines après la révolte, les travailleurs des conseils ouvriers et des comités de grève ont encore le pouvoir dans les entreprises... Le POUP est menacé par les travailleurs... les comités formés spontanément dans les entreprises déterminent, au lieu du parti, les conditions de la normalisation... » (19).

Pour Szczecin, *« la ville s'est transformée en une véritable république ouvrière, où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève ... On institua un comité de grève qui prit en mains tout le pouvoir dans la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité. La grève générale ne prit fin que lorsque le comité de grève reçut l'assurance de l'immunité complète pour tout »* (20).

Les comités de grève composés de jeunes ouvriers *« dont la majorité n'a même pas vingt-cinq ans »* dira la presse locale, se transforment en commissions ouvrières permanentes (21). Tout un réseau ouvrier souterrain se serait constitué dans toute la Pologne. Les ouvriers envoient des courriers d'une usine à l'autre pour se consulter par dessus la tête des conseils d'usine contrôlés par le parti. Les ouvriers des chantiers navals de la Baltique sont en contact avec la grosse usine de tracteurs Ursus, avec l'usine textile Zyrardow, avec l'usine Fiat de Pologne, avec l'usine de matériel roulant de Poznan. Les usines de Varsovie et de Praga sont aussi dans le circuit et la presse discute ouvertement de ces communications (22).

Quelle est la dimension réelle de ce qui s'esquisse ainsi? Il est difficile de le dire, mais l'ampleur en est assez importante pour entraîner de nouvelles concessions des nouveaux dirigeants.

le POUP est le système nerveux central du pouvoir en Pologne: Le Parti.

Face à ces formes d'organisation très dangereuses pour le Pouvoir, du fait qu'elle soit de l'expression directe ouvrière,les nouveaux dirigeants vont récupérer ces organismes de lutte en leur donnant un statut légal,comme Gomulka l'a fait en 56,mais en dénaturant leur fonction de conseils ouvriers et en limitant leur rôle à un rôle de comités d'entreprise à peine améliorés.Ceux-ci n'auront en effet pouvoir que sur les conditions de travail,la sécurité et la bonne utilisation des réserves financières accumulées dans les usines.

Cette forme de récupération,particulièrement dangereuse,sera

néanmoins analysée par les ouvriers polonais en 80.

EN 70,EN 80,en Pologne le pas est vraiment franchi.On passe de l'organisation clandestine et traquée à un syndicalisme de masse rassemblant plusieirs millions de travailleurs.La coupure consciente et organisée entre les travailleurs et l'Etat soi-disant socialiste est consommée. Son caratère capitaliste devient incontestable, puisque les travailleurs luttent et s'organisent comme une classe ouvrière autonome ayant ses intérêts propres,contre un e autre classe,celle du pouvoir,celle de l'etat.

Lorsque le rapport de forces se transforme à ce point,la question des perspectives de changement devient brûlante.

Cependant,le succès polonais en 70est relative--ment limité car il n'y a pas eu de remise en cause fonda--mentale du système politique.IL N'Y A PAS DE REELLE LIBERTE,DONC PAS DE REEL SOCIALISME.Les événements de 70 sont cependant importants pour comprendre les mouvements de 76 et de 80 et ont permis à la classe ouvrière pólo--naise de prendre conscience de leur rôle et de leur force (développement d'une conscience de classe).Les échecs de 70 ont appris beaucoup aux révolutionnaires de 80!!

PAS DE SOCIALISME SANS LIBERTE, PAS DE LIBERTE SANS SOCIALISME

Dans le contexte international de la lutte de classe, la «crise polonaise» aura joué cette année un rôle fondamental sur bien des aspects. Démontrant une fois de plus, l'irréversibilité d'un combat révolutionnaire contre le Capitalisme d'Etat, elle aura mis en évidence cette fois, l'extraordinaire maturité, tant du point de vue du mode d'organisation, de la solidarité, de la conscience de classe, que des revendications avancées de la classe ouvrière polonaise et l'émergence d'une opposition massive prolétarienne dont bien des aspects sont le reflet d'aspirations révolutionnaires. Ce combat, remet en cause non seulement la bureaucratie en place et sa gestion de la société, mais va bien plus loin, traçant le procès du «socialisme» étatique ; de 1956 à 1980, les exigences d'un mouvement ouvrier autonome, les formes d'auto-organisation avancées, des conseils ouvriers à l'actuel syndicat auto-géré, confirment bel et bien que les travailleurs «ne veulent plus que l'on gouverne en leur nom», mais qu'ils veulent, directement, «gouverner eux-mêmes».

Pour toutes ces raisons — dont la précédente que nous retenons avec une attention particulière — et parce que nous nous devons d'analyser, afin de mieux avancer dans une démarche internationaliste ouvrière, ce qui se passe à l'Est, nous, Communistes Libertaires, ne pouvions pas ne pas consacrer ces modestes lignes à la classe ouvrière polonaise. Elles sonnent comme un hommage, mais aussi s'inscrivent dans la perspective d'un débat. Elles ont aussi leur importance quant au socialisme que nous voulons : une société sans classe et sans Etat.

** Intervention d'un délégué du Comité Central du POUP au Congrès de 1956.*

la colère ouvrière contre le capitalisme d'Etat

DONNÉES GÉNÉRALES

- *35 millions d'habitants. Superficie : 312.000 mètres carrés. Densité : 110 habitants/km2 (densité française : 97 h/km2).*
- *Progression de 5,3% par an du revenu national depuis 1970. Une baisse de 2% l'an dernier. L'URSS, détentrice du pétrole, pratique une économie de troc qui lui est particulièrement favorable.*
- *L'agriculture représente 15% du PNB (Produit National Brut) et occupe le tiers de la population active. 48% des terres sont cultivées. 74% des exploitations sont privées. La culture est pauvre (seigle, pommes de terre) et le plus souvent destinée à l'exportation.*
- *Les mines et l'industrie occupent 38% de la population active, et représentent 85% du PNB dont 10% pour les mines. La Pologne est le 4ème producteur mondial de charbon (Silésie en tête ; la production de Lublin étant exclusivement destinée à l'URSS). Les chantiers navals de la Baltique sont parmi les premiers du monde.*
- *93% des Polonais sont baptisés et 90% se marient à l'église. 70% vont régulièrement à la messe.*
- *Le POUP compte 2.500.000 adhérents soit un(e) Polonais(e) sur 14.*
- *L'armée est la plus importante après l'URSS en effectifs, de celles signataires du pacte de Varsovie.*
- *Le fascisme allemand a fait environ 6 millions de victimes, soit plus d'un habitant sur six. L'URSS a déporté environ 1.800.000 personnes dans les prisons et camps de travail des régions interdites de l'Artique ; près de 600.000 y sont morts de faim, de froid et d'épuisement.*

POLOGNE : 1970 – 1980
DIX ANS DE LUTTES POUR LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Les grèves qui viennent de toucher la Pologne ne constituent pas la première manifestation d'une classe ouvrière qui, comme à l'Ouest, est engagée dans la lutte des classes. Déjà, et pour ne parler que des plus récentes, des révoltes ouvrières avaient marqué le pays en 1970 et 1976. Un rappel de ces événements est nécessaire à la compréhension de l'évolution d'un mouvement ouvrier qui aujourd'hui remet en cause tant par ses formes d'action (démocratie directe...) que par ses objectifs (autonomie syndicale, démocratisation...) le capitalisme d'Etat.

1970 : FACE A LA RÉVOLTE OUVRIERE, ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE !

En 1970, la situation économique de la Pologne n'est guère brillante : si ce pays occupe le 15e rang des puissances industrielles c'est grâce aux sacrifices que la population a dû consentir pour permettre la réalisation d'une industrialisation dont les fins sont dictées par l'Etat. D'autre part les dirigeants d'alors s'avéraient incapables de contrôler les données économiques du pays et une crise interne se faisait jour : déficit extérieur, chômage et inflation. C'est dans ce contexte que le pouvoir prit la décision de relever les prix des produits de base de 30% pour restreindre la consommation intérieure, dans le même temps qu'il mettait en place des «mesures techniques» visant à accroître la productivité, ce qui signifia une baisse des salaires d'environ 15%. La riposte ouvrière qui s'ensuit au lendemain de l'annonce de la hausse des prix prend donc un caractère nettement économique. Il n'est pas encore vraiment question de revendications politiques visant la nature du régime. Les revendications de cette nature ne vinrent que devant l'obstination de Gomulka (chef de l'Etat) et de sa clique de bureaucrates, qui répondirent aux revendications salariales des travailleurs par des arrestations et les balles de la milice. Des comités ouvriers se constituèrent alors pour coordonner le mouvement de grève qui ne faisait que s'étendre, et l'on demanda clairement le départ de Gomulka, des élections libres à tous les échelons du parti... La bureaucratie étatique polonaise n'eut d'autre possibilité pour sauvegarder son pouvoir en tant que classe que de remplacer Gomulka par Gierek et des économistes plus «réalistes». C'est donc l'insurrection ouvrière, l'occupation des usines et la menace d'un développement politique plus radical et plus conscient qui obligea le parti à accélérer un processus trop lent de transformation de ses structures et à désigner Gierek en catastrophe comme chef de la Pologne. Mais jamais les travailleurs n'ont demandé sa venue à un poste où, finalement, il est nommé pour mener avec des aménagements la même politique d'exploitation. Les formes seules changeront, celles-là même qui réaliseront l'adaptation des structures d'exploitation à l'évolution du capital (c'est-à-dire en 1970 à l'ouverture à l'Ouest au niveau technique, à la compétition au sein de la dynamique capitaliste mondiale). Les travailleurs polonais auront donc finalement remporté une victoire limitée quant aux changements réels qui seront mis en place, mais qui constituera pour eux une avancée quant à la prise de conscience de leur force et de leur rôle de classe.

1976 PUIS 1980 : LA LUTTE CONTINUE

Ce qui s'est passé dans les années qui succédèrent l'arrivée au pouvoir de Gierek, confirme ce que nous venons de dire. En effet de 1971 à 1976, le pouvoir n'a eu de cesse que de reprendre les avantages concédés devant la pression ouvrière, et ce d'autant plus que la crise mondiale du capitalisme n'a fait qu'agraver les difficultés internes au capitalisme d'Etat, rendant notamment plus difficile l'obtention de capitaux de l'Ouest. Le cycle inflationniste polonais s'est accéléré. Les prix durant toute cette période n'ont cessé de monter. Côté répression la Pologne n'a rien eu à envier à ses voisins de l'Est ou aux régimes autoritaires de l'Ouest. Simplement on a utilisé en même temps des méthodes plus raffinées, telle la campagne de «persuasion» menée avant l'annonce de nouvelles hausses des prix. Malgré cela, en 1976 les travailleurs se sont spontanément mis en grève dans tout le pays lors de l'annonce de la hausse des prix faite le 24 juin, hausse allant de 30% à 100% (60% sur la viande...). C'est à Radom, Ursus, et dans certaines banlieues de Varsovie que les grèves furent les plus nombreuses, alors que les ports de la Baltique étaient paralysés également. Mais fort de leur acquis (1956, 1970-71) les travailleurs se sont donnés pour première tâche de s'organiser et de faire passer l'information tant au plan national qu'au plan international. La combativité des travailleurs et le souvenir des émeutes de 1970 furent efficaces et présents encore chez les dirigeants. Deux journées de grève générale firent reculer la bureaucratie, d'autant que les manifestants (de Radom notamment) s'en sont pris directement au parti et aux organismes officiels (incendie et attaque des sièges du POUP). Mais là encore, le recul de l'Etat-patron ne fut que ponctuel et très vite il fut question de répression et de reprise en main : ouvriers licenciés par centaines, arrestations, assassinats... Voilà de quoi faire souvenir à la classe ouvrière polonaise ce que valent les promesses des bureaucrates. D'ailleurs, suite à cette nouvelle expérience, les luttes que nous avons connues cette année marquent la volonté des travailleurs polonais de se donner pour l'avenir les moyens de vaincre. Ces moyens (les syndicats indépendants, une presse libre...), ils les ont obtenus au prix d'un dur combat et grâce à leurs expériences passées où ils ont puisé les leçons de l'auto-organisation sur les lieux mêmes de la production (contrairement à 1976), de la solidarité ouvrière (ouvriers n'acceptant de reprendre le travail que lorsque toutes les usines auront signé des accords avec l'Etat...).

SITUATION ECONOMIQUE

GIEREK au pouvoir après l'insurection de I970 doit tenir compte de plusieurs facteurs pour mener sa politique économique :
- de la classe ouvrière polonaise que le massacre de GDANSK en I970 n'a pas baillonné. Pour cela, il infléchit la politique économique dans le sens d'une modernisation de l'appareil de production avec au bout, l'espoir de l'accès à une société de consommation qui réduirait les velléités révolutionnaires des travailleurs.
- pour cela et pour réaliser la "deuxième Pologne", il doit faire appel auxcrédits des pays capitalistes de l'ouest et à l'importation massive "d'usines clés en mains" et d'équipement dans tous les domaines d'activités (engrais, électronique, chimie, bions de consommation...). La dette va toujours en augmentant; elle approche les vingt milliards. En effet les exportations se développent mal car le retard industriel est énomre et la productivité du travail reste faible. De plus les pays de l'ouest, sous l'effet de la crise achètent moins que prévu. Les investissements sont consacrés au secteur productif , pour remédier à cette situation le secteur"improductif" (santé, logement...) est encore sacrifié.

L'agriculture qui présente la particularité de n'être pas soumise à la collectivisation, ne disposant pas véritablement de main-d'oeuvre suite à l'exode rurale, mordelée en petites exploitations familiales ne permettant pas l'utilisation de nouvelles techniques agricoles, de machines et d'équipements modernes, secteur traditionnellement exportateur, est gagné à son tour par le défidit.
- la Pologne doit également tenir compte que 2,4 % des investissements servent à financer des chantiers communs pour la restructuration des économies en les adaptant aux besoins soviétiques de développement.

AINSI déjà dépendante de l'U.R.S.S. qui lui fournit une part majoritaire des matières premières qui lui font défaut (gaz, fer, pétrole...)xxx l'économie polonaise se double de la dépendance à l'égard des fournisseurs et créanciers occidentaux qui ont un intérêt commun au maintien du pouvoir de la bourgeoisie Polonaise.

MESURES GOUVERNEMENTALES ET GREVES

Tout commence avec la décision des autorités d'augmenter de 60 % le prix de la viande vendue directement sur les lieux de travail. Les prix sont alignés, non pas sur ceux des boucheries où les denrées se font très rares mais sur les magasins dits "commerciaux" où l'on trouve presque tout mais deux fois plus cher. Immédiatement la grève éclate dans un atelier d'URSUS. Les ouvriers créent une commission ouvrière de représentants et réclament l'annulation de la hausse des prix et avancent des revendications d'ordre social. Alors que le mouvement s'étend dans tout lepays, les autorités réagissent de manière désordonnée (certaines régions restent touchées par la hausse des prix, d'autres pas et les prix feront plusieurs allers et retours entre anciennes et nouvelles normes). Les ouvriers créent les comités de grève inter-entreprises (MKS) organes qui coordonnent et dirigent le mouvement de grève.Devant l'attitude des autorités, les revendications deviennent de plus en plus d'ordre politique.

Suite à l'accord du 3I Août les comités de grève se muent en directions provisoires de nouveaux syndicats. Ces nouveaux syndicats indépendants et autogérés n'ont pas l'intention de jouer le rôle d'un parti politique. Ils respectent le principe de la propriété ~~sociale~~ étatique des moyens de production, reconnaissent que le parti ouvrier unifié polonais (POUP) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales liées par la Pologne.

En reconnaissant le rôle dirigeant du Parti, une vie syndicale indépendante devient juridiquement possible. En dépit du monopole du pouvoir, la Pologne est devenue pluraliste de fait (pluralisme social et idéologique).

Un mouvement ouvrier autonome existe en Pologne ; le recul du pouvoir est important sur le plan politique : syndicats libres, mise en place d'une commission d'enquête sur les responsabilités du pouvoir lors des massacres de I970, etc...). Les conquêtes arrachées menacent directement la légitimité des capitalismes d'état de l'Est mais les concessions économiques laissent en place les causes profondes qui ont engendré la crise.

Le mouvement de masse, la pression exercée par la frange radicalisée des ouvriers, cristallisent et exacerbent les tensions entre le pôle libéral et le pôle dur au sein du parti d'une part, et les dissensions au sein du syndicat "Solidarité", d'autre part.

Les appels au calme et à la reprise du travail par certains membres de l'épiscopat qui influencent WALESA et la branche modérée de "Solidarité" illustrent le rôle déléments de stabilisation sociaux-politiques joué par l'Eglise catholique. L'extrême densibilité de l'appareil du parti, son allergie à toute forme d'organisation qui échappe à son contrôle, son incapacité volontaire ou non à présenter un plan de réforme cohérent, le poussent à se livrer à des attaques contre des éléments "anti-socialistes) principalement des conseillers et militants des syndicats. Les éléments modérés du KOR par exemple font l'objet d'une sévère critique des dirigeants du parti. Pourtant leur programme ne ~~xxxxxxx~~ remet nullement en cause les fondements du régime. Il ne vise qu'à améliorer les relations entre le pouvoir et la société.

"Il va de soi que le pouvoir de décision sur les questions qui importent à la société : politique étrangère, armée, sécurité, doit rester entre les mains du pouvoir communiste. En revanche l'ensemble des problèmes de politique intérieure doit faire l'objet de négociations entre la société et le pouvoir" déclare KURON (dirigeant du KOR") ~~dexxxx~~ au Monde le 9 Janvier I98I.

Pourtant la mobilisation de la base reste constante. D la récente décision (début janvier) du gouvernement de ne pas appliquer l'introduction des samedis libres à partir de I98I, prévu dans les accords de GDANSK en Août I980 nait une nouvelle épreuve de force entre le syndicat "Solidarité" et le pouvoir. Le gouvernement, arguant de difficultés économiques très réelles, tente de grignoter cet acquit. Le degré de mobilisation de la base et la fermeté de la majorité des délégués de la commission nationale de coordination de "Solidarité" ont permis d'imposer au gouvernement le maintien de la semaine de 5 jours de travail. Le gouvernement et le parti se trouvent ainsi devant un fait accompli.

Comment vont-ils réagir face à la détermination des travailleurs les plus radicalisés ? Jusqu'à quel point Moscou autorisera-t-il l'affaiblissement du parti et lui maintiendra-t-il sa confiance sans entrer plus directement en scène ?

Il faudra certainement attendre la fin du Congrès du POUP en mars-avril I98I pour connaître l'attitude du P.C. polonais et les intentions u grand frère russe.

QUELLES OPPOSITIONS EN POLOGNE ?

Parmi les signataires du pacte de Varsovie, la Pologne tient une place très particulière ; elle est le seul Etat «socialiste» à avoir connu depuis l'installation du régime autoritaire de profonds remous fréquents et violents. Il existe en Pologne une opposition populaire au pouvoir, massive, tant marquée par des traditions, des formes de lutte à caractères socialistes, qu'imprégnée de culture religieuse et de recherche d'identité nationale. Ces trois éléments, la justice sociale, le respect de la religion et de ses valeurs morales, et le nationalisme, ont tant d'importance que le pouvoir bureaucratique, policier, doit constamment en tenir compte. Contraint hier de maintenir une «liberté» religieuse — de façade certes — et de faire vibrer la corde nationaliste, l'Etat polonais, après les émeutes ouvrières de 1976, la révolte paysanne de 1978, les récents mouvements aux chantiers navals et dans les mines — sans parler des heurts quotidiens entre la hiérarchie et les masses — est aujourd'hui forcé de donner satisfaction sur les revendications sociales. Revendications exclusivement «sociales» ? Dans un contexte où l'Etat est propriétaire des moyens de production et encadre, dirige tous les aspects de la vie sociale, toute revendication — même des plus «anodines» — tend immédiatement à prendre un caractère politique, remettant directement en cause le rôle de l'Etat-patron, puisqu'elle est dirigée contre lui.

Voici pour l'opposition «sociale». Mais en ce qui concerne l'opposition plus clairement «politique», c'est-à-dire en tant que structure «extérieure» aux entreprises, avançant sinon un «programme» du moins des positions plus ou moins globales, les choses se compliquent. Tout d'abord, cette opposition, appelée aussi «dissidence», revêt des contours plus flous ; dans un régime totalitaire où commence la critique du régime en place ? Il suffit de vouloir l'instauration d'un dialogue, des réformes démocratiques, pour apparaître rapidement comme un «dissident» ; pis encore, et ce fut là le cas de «l'opposition» interne au Parti Ouvrier Unifié de Pologne, suite aux événements de 1956, il suffit de vouloir faire «sortir le parti de son silence», «renouveler les discussions en son sein», «redonner une vie qui susciterait un nouvel espoir dans la population» comme le réclamait le courant qualifié de «révisionnisme» dans le POUP pour devenir, malgré soi sans doute, un «ennemi du socialisme». Ces oppositions même des plus modérées — quand elles ne recherchent pas carrément sinon les mêmes buts que le pouvoir, au moins un compromis avec celui-ci, voire un partage plus équitable du gâteau — apparaissent alors comme dangereuses, non pas en fait intrinsèquement, mais parce que dans les régimes capitalistes d'Etat à façade socialiste, tout mouvement qui n'a pas été prévu, planifié bureaucratiquement, contient potentiellement la destabilisation ; il devient, quel que soit sa nature, le grain de sable qui demain peut se multiplier de façons diverses, contradictoires. Dans une société où la frustration sociale s'accroît toujours davantage — surtout lorsque l'on ressasse à longueur de journée les bienfaits du «socialisme» et que le pouvoir en place est censé être celui des travailleurs —, où l'atomisation de la vie publique est telle que chaque information différente que celles que les medias diffusent peut provoquer l'explosion, le pouvoir peut et doit prendre ses précautions sous peine de se voir renversé sans autre forme de procès.

Cette opposition politique en Pologne apparaît d'autant plus dangereusement aux yeux du pouvoir que la classe ouvrière, massivement, est réceptive à son discours, et qui plus est, est capable de dépasser de loin, de déborder, les positions de cette «dissidence».

C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser quelles sont ces oppositions politiques qui existent en Pologne, quelles sont leurs influences, leur nature, le contenu de classe de leurs positions.

L'opposition polonaise a un passé riche en évolutions politiques, qui à chaque fois ont vu le jour suite à de forts mouvements des masses. C'est principalement depuis 1956, suite aux luttes ouvrières, qu'une opposition s'est fait connaître ; dans ce que l'on peut appeler cette «première période» des années cinquante, et jusqu'en 1968-70, les deux pôles les plus importants de cette opposition ont été... l'église, puissante, écoutée, une église se permettant de jouer la carte «critique» et ainsi de consolider et développer sa popularité... tout en profitant du système en place, des privilèges en découlant, ceci masquant à peine une complicité de fait, mais aussi structurelle, liant l'église au pouvoir «paradoxalement» dans une dualité conflictuelle et compétitive. Le deuxième «courant», tout à fait hétérogène et pour une bonne partie ancêtre d'un espace actuel (non négligeable) de l'opposition fut celui des «révolutionnaires de gauche», courant nommé comme tel par ses sympathisants. Cette appellation est bien en deça de la réalité quand on sait que ce courant, d'une part pensait «réformer» la société polonaise de l'intérieur du parti, et que d'autre part ce courant qualifié — plus justement d'ailleurs ! — de «révisionniste» par ses adversaires de l'aile dure du POUP, ce courant n'a jamais été révolutionnaire... bien au contraire.

LE «RÉVISIONNISME»

Apparu dans la Pologne d'après-guerre comme mouvement d'opposition idéologique à l'intérieur du parti, ce courant n'a pu subsister, de nombreuses années durant, sans aucune assise sociale, que parce qu'il comptait des partisans au sein de l'appareil.

Cette situation l'a d'ailleurs très tôt placé dans une position ambiguë qui sous-entendait pour l'opinion publique des manœuvres occultes, des compromis, alliances de toutes sortes, totalement coupés des réalités sociales, autant de facteurs de suspicion de part et d'autre. Nombre de travailleurs pour qui le parti dans son ensemble représentait une force adverse totalement en dehors de la société, se montraient méfiants à l'égard des alliances de telle ou telle aile communiste qui se proclamait tantôt «modérée», «libérale», «révisionniste». Le mouvement de mars 68, mouvement étudiant et intellectuel, a révélé à quel point le courant était le fait d'une élite et d'influence fort restreinte puisque, intelligentsia parmi l'intelligentsia, les «thèses» du courant révisionniste n'ont que très peu influencé le milieu, même intellectuel, dont pourtant elles émanaient, mais de plus le courant révisionniste n'a pas ou prou survécu, et idéologiquement et structurellement, au tournant de 1968.

Le mouvement de mars, qui fut au départ une tentative pour amender le «socialisme» polonais et lui donner un «visage humain», lorsqu'il devint mouvement de masse, perdit son programme idéologique, pour se transformer en un éclatement de positions les plus diverses. Le groupe «révisionniste» se fondit dans la masse estudiantine pour devenir l'expression d'une exigence de liberté aux bases idéologiques extrêmement floues.

Si, objectivement, le «révisionnisme» a servi la politique de l'appareil – en restant opposition interne, en s'illusionnant sur une possibilité de changement de politique, en refusant le travail de masse, etc... –, en permettant de plus au pouvoir de sentir le vent de la future contestation, et si l'existence de ce courant a été également pour une plus large part peut-être qu'on ne peut le penser, liée au luttes internes politiciennes du POUP de même qu'aux exigences d'une partie d'ex-privilégiés ou de techno-bureaucrates en mal de pouvoirs, il serait erroné de n'y voir que ces aspects. Quoi qu'il en soit, ce type de courant ne peut exister sans une aspiration sincère à la justice sociale que le parti est censé défendre. Tous ces facteurs ont contribué progressivement à rendre possible l'opposition polonaise tel qu'elle est aujourd'hui. A tel point que la «dissidence» organisée dans le POUP est loin d'être morte, bien au contraire, et paradoxalement, depuis les exclusions massives et les départs qui ont suivi mars 68, suite au «front uni» du parti contre la «subversion», les querelles, les batailles intestines ont repris progressivement, entraînant la création notamment du club «Expérience et avenir» animé par des militants critiques du POUP, et dont la démarche est directement héritée du courant révisionniste. Il est à noter, de plus, qu'à chaque fois qu'en Pologne il y a mouvement de masse, les tensions entre les pôles «aile dure» et «libérale» – et tous leurs intermédiaires –, ces tensions montent, difficilement masquées par l'attitude de l'appareil d'Etat. Néanmoins, celles-ci sont relativement enrayées de par l'intérêt de classe, qui en dernier ressort tranche et «unit» la bureaucratie du parti-Etat.

L'OPPOSITION ACTUELLE

Vu de l'Ouest, il est souvent difficile de définir clairement où se situe tel ou tel type d'opposition existant à l'Est, dans les conditions de répression ([redacted]) et de désinformation que l'on sait ; cette difficulté est d'autant plus accrue qu'il s'agit de régimes affirmant une idéologie «de gauche» et que l'opposition à de tels Etats peut aussi bien aller de la droite la plus réactionnaire à l'extrême gauche. Dans cette situation, le KOR (Comité d'Auto-Défense sociale) peut apparaître, notamment ces derniers jours comme l'expression d'une gauche sociale, révolutionnaire et autogestionnaire. Les choses sont en fait plus complexes et cette étiquette, bien que séduisante, ne résiste malheureusement pas à une étude un tant soit peu suivie des positions du KOR et de l'un de ses principaux leaders, Jacek Kuron

C'est ainsi que nous distinguerons deux types d'oppositions principalement (sans tenir compte des groupes d'extrême droite) : celle, «légaliste» – bien que le terme soit légèrement impropre – et qui regroupe essentiellement le KOR, le ROPCIO (Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen) et leur pendant para-syndical étudiant, le SKS ; le deuxième type d'opposition étant plus clairement l'extrême gauche révolutionnaire, et selon nos informations : la section polonaise de la 4ème internationale (trostskyste), des groupes socialistes-révolutionnaires, des groupes communistes de gauche (auteurs de «Pour une démocratie socialiste»), enfin des groupes libertaires et syndicalistes-révolutionnaires. Si cette gauche révolutionnaire – divisée non seulement par les difficultés du contexte, mais aussi politiquement – est minoritaire en effectifs, il est vrai néanmoins qu'elle multiplie des efforts pour développer sa faible mais dynamique implantation ouvrière.

DE LA CRISE POLONAISE

A LA FAILLITE DU CAPITALISME D'ETAT

CONSEQUENCES DES LUTTES

ET PERSPECTIVES DES TRAVAILLEURS

Les conséquences les plus directes de la victoire remportée par les travailleurs de Gdansk ont été tout d'abord la contagion. Alors que la satisfaction des revendications sur le syndicat libre et autogéré, sur le droit de grève, l'impunité des grévistes et de «ceux qui les aident» – allusion directe à l'opposition politique – s'étaient vues limitées à la région des chantiers de la Baltique, les travailleurs des mines de Silésie, des mines de soufre de Tarnobrzeg, des raffineries de Machow, Jesiorko, Sielec, des usines d'aviation de Mielec... sans oublier ceux des 7 principales entreprises de la région de Katowice (dont les forges de Huta-Katowice) – qui constituaient un comité inter-entreprise pour la création de syndicats indépendants avant même l'issue des négociations de Gdansk, regroupant plus de 30.000 futurs adhérents au syndicat libre –, tous ceux-là se sont lancés d'un même élan, avec une même conscience de classe, dans une bataille que le seul MKS de Gdansk ne pouvait généraliser.

Les répercussions au niveau international sont multiples. Economiquement, la «générosité» des financiers de la Pologne, USA, URSS, RFA et autres confondus, a repris. Pour l'Ouest comme pour l'Est, cette «générosité» démontre bien les intérêts de ces Etats, de ces puissances capitalistes à tempérer la situation polonaise et préserver un régime stable, quelles que soient par ailleurs les déclarations démagogiques de ces mécènes, ou «inquiétantes» – en fait logiques – de l'URSS.

Gierek «tombe malade» subitement – en fait est limogé –, le parti restructure son gouvernement. Stanislaw Kania lui succède, totalement inconnu tant par l'Occident que par la population. Ce nouveau venu de 53 ans, ancien ouvrier, puis chef de la police et de l'armée, peut faire figure d'homme «d'ordre» alliant à la poigne la discussion ; étant connu dans le parti comme «modéré» le pouvoir bureaucratique joue la carte de la finesse, peut-être de «la main de fer dans le gant de velours», mais tâche en tout cas de préserver ses arrières, en sachant, en fait, que le plus difficile commence MAINTENANT.

PLUS RIEN NE SERA JAMAIS COMME AVANT

... Tout comme dans la France de l'après-68, les travailleurs polonais ont pris conscience, de nouveau, mais cette fois pleinement et avec succès de leur force.

MAINTENANT, le plus dur reste à faire ; ils savent déjà que le pouvoir, avec ou sans Gierek, avec Kania ou un autre, va tenter de reprendre un à un les acquis durement arrachés par leurs luttes. Leur conscience de classe, de plus, ne se limite pas à combattre le régime étatique : elle se double d'une vigilance particulière jusque dans les formes d'organisation et le contrôle nécessaire à exercer sur les «leaders». N'oublions pas qu'au cours des négociations le MKS a négligé souvent les informations qu'il se devait de répandre ; aussitôt les travailleurs de Gdansk se sont méfiés, tout comme pour les dirigeants du pays, de ceux de la grève. La popularité dont jouit depuis Lech Walesa est bien sûr compréhensible, toutefois celui-ci sait qu'il est sinon «contrôlable», du moins révocable. C'est aussi sous cet aspect que l'on peut parler d'une (première) victoire pour les travailleurs polonais. Car si demain, à défaut d'être bureaucratisé par le parti – ce que ce dernier tentera de faire, n'en doutons pas – le syndicat libre venait à échapper au contrôle des travailleurs, jouant par là même le rôle de tampon entre la classe ouvrière et le pouvoir, alors cette fois l'échec, bien que surmontable, serait ressenti plus gravement encore que tout autre. Un syndicalisme indépendant, autogéré, démocratiquement organisé, à caractère révolutionnaire, de masse et de classe, leur fournira le maximum de garanties de ne pas être trahis ; leur donnera enfin les moyens d'en finir un jour prochain peut-être, et définitivement, avec les exploiteurs de toute sorte.

OUI, LE SOCIALISME... LIBERTAIRE !

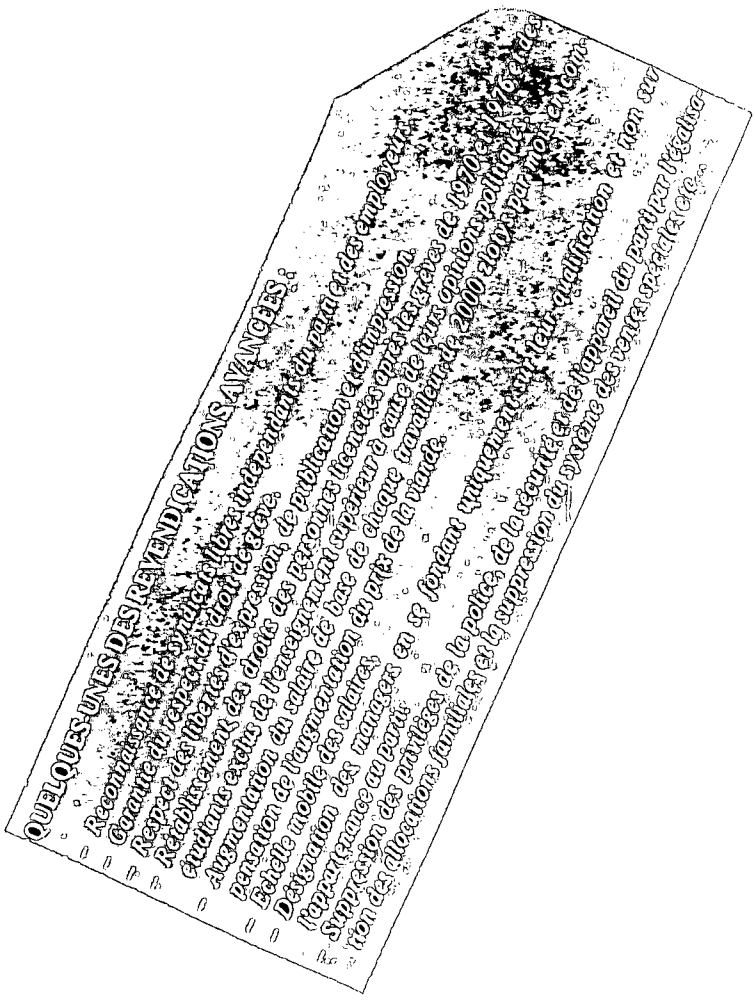
L'instauration du capitalisme d'Etat dans les pays de l'Est est le résultat d'un processus de réorganisation économique, politique et sociale à la suite de la seconde guerre mondiale. Cependant, l'agent de cette transformation n'est pas le prolétariat – extrêmement désorganisé par la guerre –, mais l'URSS qui ne pouvait exercer son impérialisme qu'en imposant ses structures socio-économiques du même type que les siennes dans les pays occupés, et les partis communistes dont la prise du pouvoir n'était possible que par une large étatisation des moyens de production. En 1956, la bureaucratie «autochtone», représentée par Gomulka, relaie la frange inconditionnellement liée à l'URSS. Puis, en 1971, celle-ci laisse la place à une autre frange plus «technocratique» de la bureaucratie, à image plus «libérale» – image dont d'ailleurs personne n'est dupe, les premiers mois passés. Ce transfert de pouvoir est dû à l'incapacité des fractions successivement en place de freiner les dégâts du système économique bureaucratique et d'assurer la paix sociale, condition indispensable au règne de la bureaucratie étatique. L'arrivée de Stanislaw Kania s'inscrit dans cette démarche:

Parce que dans le capitalisme d'état, la lutte de classe, même dans ses moindres manifestations, remet en question directement, quand elle n'ébranle pas, le pouvoir en place et ses institutions.

Ces troubles successifs (accompagnés ou suivis de «remaniements» gouvernementaux), qui ont secoué le capitalisme d'Etat à devanture «socialiste» depuis plus de 20 ans, ont démontré, d'une part que ce modèle de société, étatisé, totalitaire, que l'on veut nous présenter tant à l'Ouest qu'à l'Est comme le «socialisme», afin de mieux court-circuiter sa réalisation, que ce modèle a failli. Non pas parce que ces régimes sont faibles : ils sont forts et prêts à défendre durement les privilèges de leur classe dirigeante. Mais ils sont fragiles néanmoins parce que les mêmes pré-supposés sur lesquels ils sont censés exercer leur pouvoir se retournent contre eux. D'autre part, les travailleurs de l'Est, à chaque fois qu'ils se sont levés en masse, par leur forme d'organisation et leurs structures, ont montré au pouvoir «socialiste» que leur volonté était justement... le socialisme !

La revendication du syndicat libre risque fort, à travers les pays de l'Est, de se frayer un chemin important. Là où ils existent, et nous pensons particulièrement au SMOT – Syndicat Libre d'URSS – il est indispensable que dans la mesure du possible ils tentent de coordonner leurs actions avec le jeune syndicat polonais ; de même, la tâche des révolutionnaires occidentaux est de tout faire pour aller dans ce sens ; c'est là aussi que se situe la condition sine qua non de leur renforcement : sur le terrain de l'Internationalisme. Car si le «socialisme» étatique a tristement démontré et continuera à démontrer qu'il n'a rien à voir avec le pouvoir des travailleurs, avec la socialisation et la propriété collective de la production, avec une société de liberté et d'égalité, tout reste à faire pour démontrer qu'un tel socialisme... libertaire celui-ci, est possible, nécessaire.

La crainte des bureaucrates est fondée. Les travailleurs polonais *«n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner»*.


QUELQUES UNES DES REVENDICATIONS AVANCEES :
Reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs.
Garantie du droit de grève.
Respect des libertés de expression, de publication et de réunion.
Rétablissement des droits des paysans, licenciés après les grèves de 1970 et 1976.
Amnistie totale des prisonniers politiques.
Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2000 zloty par mois et la compensation de l'augmentation du prix de la viande.
Echelle mobile des salaires.
Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur leur appartenance au parti.
Suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS...
JE VOUS PRESENTE MES
SINCERES EXCUSES
Karl MARX
In : « STRAJKUS »
(le petit grévistes
journal satirique de la cité politique.

APPEL DU S.M.O.T. (Septembre 80)

La grève des travailleurs du littoral polonais a pratiquement pris fin le premier septembre. Les ports et les chantiers ont repris le travail. «La raison l'a emporté sur les émotions» – disent les journalistes soviétiques. Mais seule une partie des revendications des ouvriers polonais a trouvé satisfaction. La situation économique et politique des travailleurs dans les autres pays d'Europe de l'Est et en Union soviétique exige une réforme radicale de la structure socio-économique de ces Etats. Il faut donc s'attendre à de nouveaux conflits entre les travailleurs et les autorités polonaises, aussi inévitables que l'intensification de la lutte des travailleurs pour le respect de leurs droits dans les autres pays du camp socialiste, et, en premier lieu, en Union soviétique, en Roumanie et en Bulgarie. Devant la nécessité d'engager des actions communes, d'avoir un échange d'expérience et d'information, de surmonter les barrières linguistiques entre les nations, d'instaurer éventuellement une entraide matérielle et d'échanger différents livres et écrits, le SMOT prône la création d'un comité d'union des syndicats libres des pays socialistes, qui fonctionnerait en permanence et serait composé des représentants des syndicats libres nouvellement créés et d'un représentant du KOR (Comité de défense des ouvriers) pour la Pologne, des représentants des groupes professionnels libres pour la Hongrie, la Yougoslavie et le SMOT. Le SMOT propose d'admettre (tant que le mouvement ouvrier n'aura pas trouvé de formes organisées dans les pays respectifs) en tant que représentants provisoires des intérêts ouvriers les organisations comme la Charte 77 pour la Tchécoslovaquie, les groupes et les personnalités représentatives du mouvement pour la défense des droits de l'homme pour la Bulgarie, la R.D.A., la Roumanie et les autres pays du bloc socialiste. Le SMOT demande aux différentes associations, aux personnes de bonne volonté, etc... de lui venir en aide pour porter cet appel à la connaissance des travailleurs des pays socialistes.

Les membres du Conseil des Représentants du SMOT : L. Volokhonski, V. Skvirski, S. Kouvakine, A. Iakovera, V. Fainberg, V. Borissov.

La crise polonaise a l'immense mérite de jeter encore un pavé dans la vitrine "socialiste" de l'Est:

•L'économie polonaise est en crise comme toutes celles de l'Est:pour résoudre cette crise,des plans d'austérité s'imposent ainsi que des plans de restructuration.Air connu...Au pays du "socialisme reel",ces plans se font aussi sur le dos des travailleurs!

•Le mythe du parti représentant les intérêts des travailleurs vole en éclats

•il existe des classes antagonistes dans ces pays:les travailleurs ont du se mettre en grève contre la bureaucratie qui est censée les représenter. Ils savent que leurs acquis sont fragiles parce que ils sont contradictoires avec les interets de la bureaucratie qui ne cherche qu'à les rendre caducs. Si celle-ci a reculé,c'est seulement parce que momentanément,elle anait perdu le rapport de forces.

•La démocratie ouvrière est inexistante dans les pays de l'est,elle est même combattue:elle est un danger pour la bureaucratie qui détient directement le pouvoir économique,politique et social.Les travailleurs ont du se donner une structure de lutte autonome,les syndicats libres.Tant que ces derniers auront un contenu de classe,ils seront en situation conflictuelle avec la bureaucratie,dans la mesureoù ils peuvent être un outil pour avancer vers la démocratie ouvrière.Cette dernière va bien sur s'attacher à les vider de tout contenu de classe pour en faire des structures tampon entre l'état et la société civile;rôle que ne peuvent plus jouer les syndicats officiels. tant ils sont discrédités.[redacted] le pouvoir veut imposer une adhésion aux principes du régime qui permettrait de présenter "Solidarité" comme le fruit d'un renouveau du mouvement syndical,sans coupure de continuité idéologique.

C'est pour celà que la classe ouvrière polonaise et internationale doit restée mobilisée.L'espoir qu'ont soulevé les polonais,il faut le transformer en acquis pour l'ensemble des travailleurs en marquant le refus aussi bien des capitalismes de l'ouest que de l'Est,en luttant incessamment contre l'état qu'il soit bourgeois ou ouvrier puisque nous savons qu'il est toujours un instrument aux mains de la classe exploiteuse(ici de la bourgeoisie,à l'Est de la bureaucratie).

nos tâches politiques

•Assurer une information correcte sur les luttes en Pologne,leur contenu specifique et leur importance;

•un soutien politique consequent éliminant tout compromis avec telle ou telle fraction de la bureaucratie pouvant apparaitre à quelque moment propice plus "progressiste";

•Une solidarité matérielle avec les travailleurs polonais victimes de la repression;

•Une aide systématique aux camarades libertaires polonais,ainsi qu'un approfondissement de nos relations politiques,vers une structure internationale des Travailleurs Communistes Libertaires.

DEUX CONCEPTIONS DU SOCIALISME

L'ÉCROULEMENT DES «MODELES» DE L'EST ET DE LA CHINE

Les modèles mythiques de l'Union Soviétique, et plus récemment de la Chine, s'écroulent par craquements successifs ; l'apparition notamment d'une opposition ouvrière, démocratique et indépendante, sont des éléments irréversibles et dangereux pour le capitalisme d'état à façade socialiste.

Comment peut-on en effet considérer autrement des régimes qui, comme l'Union Soviétique, traite avec l'Argentine et cautionne son appareil fasciste, qui est son premier client par ses importations de produits agricoles, qui en 1974 lui a accordé 600 millions de crédit pour acheter des équipements industriels aux pays de l'Est, qui en 1978 lui prête 4 millions de dollars remboursables sur... **10 ANS** ? Comment peut-on considérer l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan différemment d'une action impérialiste visant à élargir le champ d'action économique et politique de l'URSS dans cette partie du monde ?

Comment considérer un régime où n'existent ni droit de grève ni droit de manifestation, où les seules plaintes possibles sont individuelles, où le syndicat fait partie intégrante de l'Etat-Parti ? Rappelons que le syndicat indépendant est LA PREMIERE organisation ouvrière libre en URSS depuis les années 20 !

Il y a pour nous deux conceptions du socialisme : celle que nous combattons est héritée des pratiques putchistes et dirigistes du jacobinisme. C'est cette tendance, dirigée par Karl Marx, qui a sabordé bureaucratiquement la 1ère Internationale, alors que l'influence des Libertaires allait croissante dans l'organisation ouvrière. Ce furent ensuite Lénine et l'appareil du parti bolchevik : Trotsky, en se faisant l'avant-garde... de la répression, en imposant la militarisation du travail, qui, renforçant les aspects bureaucratiques de ce que l'on peut appeler, à tort ou a raison, le «marxisme», allaient étouffer la vigueur de la révolution d'octobre, **dès 1917** ; les organisations autonomes des ouvriers et paysans, les anarchistes communistes russes et d'Ukraine, les marxites d'opposition puis enfin toute force étrangère à l'Etat, avec la période stalinienne, qui allait introduire les purges politiques jusque dans le parti et son appareil étatique.

Et pourtant, les deux conceptions antagonistes du socialisme sont censées œuvrer pour une même finalité. En cela, il suffit de constater l'évidente positivité de la contribution que Marx a pu apporter au mouvement ouvrier international, qui lui a fait franchir un pas considérable notamment en ce qui concerne l'analyse de la société capitaliste, tout comme fut considérable l'apport pratique et théorique des Libertaires.

Aujourd'hui, regardons la triste réalité des pays dits «socialistes» ; aujourd'hui, avec le recul, et riches d'une information qui reste quand même incomplète, examinons en tant que Libertaires, quel est ce bilan «globalement positif».

De même, le vernis de la Chine «authentiquement socialiste» s'effrite depuis la mort de Mao. Certes, sa crédibilité était nettement entamée depuis l'affirmation de sa politique extérieure, ses relations avec le Chili de Pinochet, ses menées anti-révolutionnaires entièrement basées par rapport à l'URSS ; il apparaît néanmoins aujourd'hui clairement qu'il ne fait pas bon être révolutionnaire en République Populaire de Chine.

Les récentes tensions entre le Viet-Nam et le Cambodge démontrent à quel point le mouvement communiste international est divisé ; lorsque les bureaucrates du Kremlin, de Pékin, nous parlent d'Internationalisme, il faut comprendre Impérialisme. Le plus grave c'est que cette image du «socialisme» capitaliste d'état rend service dans les faits à la propagande anti-communiste, anti-révolutionnaire de la bourgeoisie mondiale, et il faut en avoir conscience ; mais les bureaucrates eux aussi ont pris leurs responsabilités : il nous faut prendre les nôtres. Se taire serait rejoindre les dernières positions **répugnantes**, et anti-communistes du PCF. Il ne faut pas, il ne faut plus laisser planer une quelconque illusion sur ce qui se passe dans les pays dits «socialistes».

Il faut dire clairement qu'ils ne sont «Etats ouvriers» que par le titre, qu'il n'y a pas un seul, PAS UN SEUL ! pays socialiste digne de ce nom dans le monde !

Affirmer le contraire, ne serait-ce que sous l'appellation prudente «d'Etat ouvrier dégénéré», constitue déjà une insulte aux luttes des travailleurs dans le monde et au combat pour la Révolution. C'est pourquoi notre dénonciation du «socialisme» étatique s'appuie sur une stratégie **révolutionnaire**, sur un point de **vue ouvrier et internationaliste** !

C'est pourquoi, ce n'est ni la réforme, ni une révolution purement politique, en remplaçant une bureaucratie parasite par une «bonne» direction, qui pourront permettre aux travailleurs de faire triompher leurs droits...

Seule une révolution sociale, s'appuyant sur l'affrontement armé, pourra en finir avec ces régimes bureaucratiques et autoritaires en en détruisant leurs fondements : les rapports de production capitalistes.

DÉMOCRATIE OUVRIERE ET ANTI-ÉTATISME

Le Socialisme Libertaire s'appuie sur des idées, des formes d'organisations, propres au mouvement ouvrier, où les travailleurs prennent eux-mêmes la direction de leurs luttes. Et depuis les années noires du stalinisme dont le mouvement ouvrier commence à peine à se sortir, les travailleurs, d'eux-mêmes, ont retrouvé des acquis fondamentaux, tels que l'autogestion, le refus de récupération d'une lutte à des fins électorales.

Dans nos luttes, tous les jours, nous pouvons constater la nécessité de rechercher des formes d'actions, un socialisme qui ne reproduise pas les valeurs de la société bourgeoise.

Et les partis de gauche, les syndicats s'en sont aperçus, eux qui, après avoir combattu l'auto-organisation des masses prônent «l'Autogestion», la rupture avec le capitalisme.

Notre objectif n'est pas de changer les directions, fussent-elles plus «révolutionnaires», il est de mettre en place dès maintenant, dans nos luttes, les organes de contre-pouvoir, par la Démocratie Directe Ouvrière et l'application du mandat impératif, rejettant la délégation de pouvoir. De combattre pour la démocratie et l'indépendance syndicale, pour que ce soient les structures de base qui décident, que tous les courants ouvriers s'expriment. Pour que le syndicat ne soit pas la courroie de transmission du Parti, développée et mise en pratique par Lénine ; pour qu'il soit indépendant vis-à-vis du patronat et de l'Etat, par le refus de toute co-gestion, de toute tentative d'intégration.

C'est une exigence tellement légitime et profonde, qu'aujourd'hui les confédérations sont obligées de multiplier les précautions pour masquer leurs liaisons avec le PS et le PC.

Nous voulons construire une société sans classes, sans Etat ; parce que l'autogestion est une forme d'économie antagoniste à l'Etat, cette structure pyramidale où le pouvoir est concentré entre les mains de quelques individus ; c'est pourquoi pour nous le concept «d'Etat Ouvrier» est vide de sens. Il a historiquement toujours mis en place une nouvelle élite issue de composantes bourgeoises ou de l'aristocratie ouvrière, appliquant une dictature sur le prolétariat.

Nous rejettons l'illusion selon laquelle la transformation du capitalisme au socialisme se ferait par l'utilisation de l'Etat, qui reste – et toutes les expériences le démontrent – l'organe de la coercition contre l'émancipation des masses, le garant institutionnel des rapports sociaux d'exploitation et d'autorité.

C'est pourquoi la révolution prolétarienne, si elle veut détruire le vieux monde et briser la machine capitaliste, devra détruire en même temps, nécessairement, la structure étatique, et lutter en permanence contre toute restauration éventuelle d'une structure de type étatique, d'une organisation du travail de type capitaliste. Les exemples des révolutions russe et espagnole sont là pour nous démontrer les acquis fondamentaux du mouvement libertaire ouvrier, mais aussi pour nous mettre en garde. Car les Libertaires, même s'ils ont défendu des conceptions très justes n'ont pas pour autant été à l'abri des erreurs ; le manque d'organisation mais aussi d'unité théorique ont en 1917 et 1921 permit au Parti Bolchevik d'exercer un pouvoir absolu sur les masses ; en 1936, la participation à un gouvernement bourgeois et la militarisation autoritaire des milices.

La meilleure garantie pour empêcher qu'à nouveau ne se reproduisent de telles erreurs, c'est l'autonomie ouvrière, l'affirmation de l'indépendance de classe :

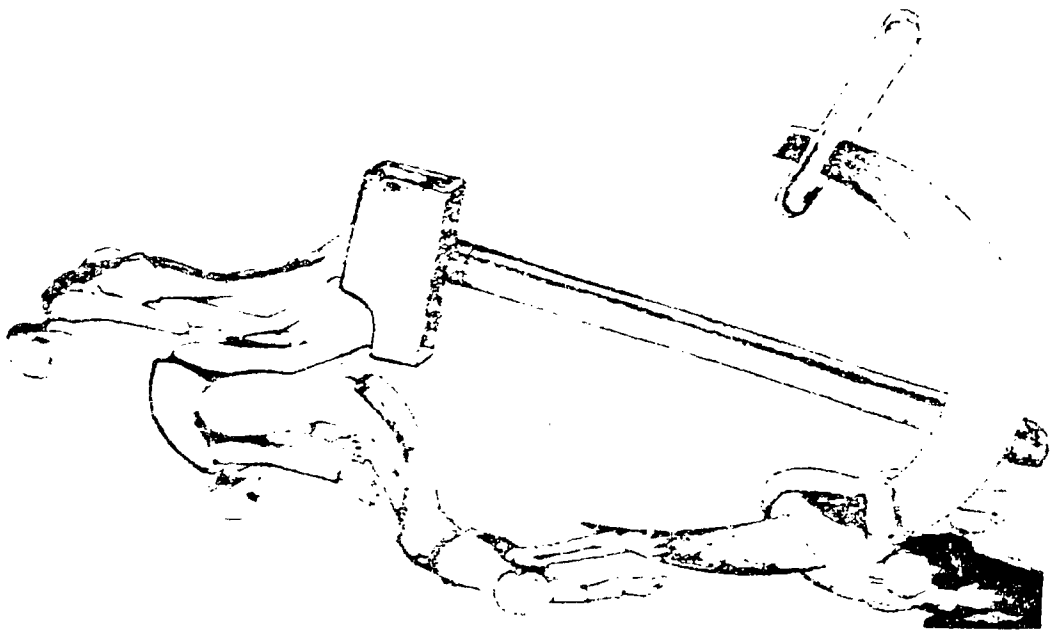
– face à la bourgeoisie par l'anti-parlementarisme ;
– face aux partis par l'indépendance syndicale ;
– et face à toutes les bureaucraties, par la Démocratie Directe Ouvrière, l'action collective et consciente des travailleurs exercée directement.

Le courant libertaire a toujours défendu une conception anti-autoritaire de la vie, refusé d'opposer liberté individuelle à liberté collective. Voilà qui donne son sens, dans la pratique de tous les jours, au socialisme que nous voulons ; en posant des problèmes qui concernent la vie de tous les travailleurs dans notre lutte globale : anti-militarisme, lutte pour l'émancipation des femmes, combat antinucléaire.

A l'heure d'une mutation économique mondiale, à l'heure où la crise va s'aggravant et où les perspectives immédiates n'existent plus de façon crédible chez les partis de gauche, il nous paraît fondamental de réaffirmer nos conceptions anti-capitalistes et anti-étatiques, pour préparer la grève générale reconductible, jusqu'à satisfaction des revendications ouvrières :

– pour enfin imposer l'affrontement central à la Bourgeoisie et à l'Etat ;
– pour construire le pouvoir.

Tout le Pouvoir aux Travailleurs !
Pour le Communisme Libertaire !



SOLIDA

RITE